



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA 2011

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES.....	4
LISTE DES ENCADRES.....	4
RESUME.....	5
INTRODUCTION.....	6
A - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER EN 2011.....	6
I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	6
II - EVOLUTION ECONOMIQUE DANS L'UEMOA.....	9
2.1- Produit intérieur brut	9
2.2- Production agricole	9
2.3- Extraction minière	9
2.4- Production industrielle et chiffre d'affaires du commerce de détail	10
2.5- Evolution des prix	10
2.6- Finances publiques	11
2.7- Balance des paiements	11
2.8- Evolution du marché financier régional	12
2.9- Mobilisation des ressources et situation de la dette extérieure	13
III - EVOLUTION ECONOMIQUE AU BURKINA FASO.....	13
B – ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS 2011.....	16
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	17
1.1- Balance commerciale de biens.....	17
1.1.1- Exportations de biens.....	18
1.1.2- Importations de biens.....	19
1.2- Balance de services.....	19
1.2.1- Exportations de services.....	19
1.2.2- Importations de services.....	20
1.3- Compte du revenu primaire.....	20
1.4- Compte du revenu secondaire.....	20
II- COMPTE DE CAPITAL.....	21
2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	22
2.2- Transferts de capital.....	22
III- COMPTE FINANCIER.....	22
3.1- Investissements directs étrangers.....	22
3.2- Investissements de portefeuille.....	23
3.3- Dérivés financiers.....	23
3.4- Autres investissements.....	23
IV- CAPITAUX MONETAIRES.....	23
4.1- Avoirs et engagements de la Banque centrale.....	23
4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	24
4.3- Avoirs et engagements de la Banque centrale et des autres institutions de dépôts.....	24
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	24
CONCLUSION.....	25
ANNEXES.....	26

SIGLES ET ABREVIATIONS

BCE : Banque Centrale Européenne

BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

BIDC : Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO

BRVM : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CAF : Coût Assurance Fret

CEDEAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CEMAC : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CFA : Communauté Financière Africaine

COMESA : Marché Commun de l'Afrique de l'Est

DTS : Droits de Tirage Spéciaux

FAGACE : Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique

FESPACO : Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou

FMI : Fonds Monétaire International

FOB : Free On Board

IHPC : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

INSD : Institut National de la Statistique et de la Démographie

IUTS : Impôt Unique sur les Traitements et Salaires

MBP5 : Manuel de la Balance des Paiements, 5^{ème} édition

MBP6 : Manuel de la Balance des Paiements, 6^{ème} édition

MSCI : Morgan Stanley Capital International

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PEG : Position Extérieure Globale

PIB : Produit Intérieur Brut

PNG : Position Nette du Gouvernement

PPTTE : Pays Pauvres Très Endettés

SADC : Communauté de Développement de l'Afrique Australe

SCN : Système de Comptabilité Nationale

SITHO : Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou

SYSCOA : Système Comptable Ouest Africain

TDC : Taxe de Développement Communal

UEMOA : Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : évolution des taux de change moyens annuels (FCFA par unité monétaire).....	7
Tableau 2 : évolution des taux de change moyens trimestriels (FCFA par unité monétaire).....	8
Tableau 3 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens.....	18

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2007 à 2011 (en millions de FCFA).....	15
Graphique n°2 : Evolution du compte des transactions courantes de 2007 à 2011 (en millions de FCFA).....	17
Graphique n°3 : Evolution du compte de capital de 2007 à 2011 (en millions de FCFA).....	21
Graphique n°4 : Evolution du compte financier de 2007 à 2011 (en millions de FCFA).....	22

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Innovations introduites par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6).....	16
Encadré 2 : Enquête sur les transferts monétaires des travailleurs migrants au Burkina Faso.....	20

RESUME

Les comptes extérieurs du Burkina Faso en 2011 se sont ressentis, au niveau international, de l'aggravation de la crise de la dette souveraine au sein de la Zone euro et de l'atonie de la croissance mondiale. L'environnement régional a été marqué en 2011 par les effets de la crise post-électorale survenue en Côte d'Ivoire. Au niveau national, l'activité économique a été caractérisée, d'une part, par une pluviométrie peu favorable et des remous sociaux survenus au cours du premier semestre de l'année qui ont affecté le climat des affaires, et d'autre part, par une croissance importante de la production du secteur minier. Le PIB réel a enregistré une progression de 5,0%, contre 8,5% une année plus tôt.

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Burkina Faso sont demeurés excédentaires au titre de l'année 2011. Mais leur solde positif s'est replié à 44.122 millions de FCFA contre 85.993 millions de FCFA un an auparavant. L'amélioration du solde du compte de la balance commerciale, portée notamment par une forte augmentation de la valeur des exportations d'or non monétaire, a en effet contrasté avec l'accentuation de la balance des services et l'accroissement des avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts. La Position Extérieure Globale a, quant à elle, enregistré une position nette de -257.998,9 millions de FCFA en s'améliorant de 39.222,9 millions de FCFA par rapport à 2010.

Les comptes extérieurs au titre de l'année 2011 ont été élaborés conformément au nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6). Le MBP6 prend en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il procède également au renforcement de l'intégration avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements (MBP5). En outre, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG).

Par ailleurs, la Direction Nationale de la BCEAO pour le Burkina a réalisé en 2012, avec l'appui technique de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), une enquête sur les transferts monétaires des travailleurs migrants au Burkina Faso. Cette enquête a permis de déterminer les montants des transferts reçus et envoyés des travailleurs migrants burkinabè de l'étranger et d'identifier les motifs pour lesquels ces transferts sont effectués. Il ressort de cette enquête que le Burkina Faso est principalement constitué de ménages uniquement récepteurs (84,3%). Les montants reçus proviennent en majorité de la Côte d'Ivoire.

INTRODUCTION

La balance des paiements, instrument reconnu d'analyse et d'aide à la décision économique, est un état statistique présenté sous forme comptable qui récapitule, selon le cadre normalisé de la 6^{ème} édition du manuel du Fonds Monétaire International (FMI), l'ensemble des transactions financières et non financières entre les résidents et les non-résidents d'un pays au cours d'une période déterminée, généralement l'année civile.

Après un aperçu sur l'environnement international, sous-régional et national, le présent document retrace, sous forme synthétique, l'ensemble des transactions financières et économiques effectuées entre le Burkina Faso et le reste du monde au cours de l'année 2011.

A - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER EN 2011

I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement international a été caractérisé en 2011 par l'aggravation de la crise de la dette souveraine au sein de la Zone euro. Cette crise, qui a entraîné la détérioration des conditions financières des pays industrialisés, s'est exacerbée durant le deuxième semestre de l'année, accentuant l'orientation défavorable de l'économie mondiale.

Selon le Fonds Monétaire International (FMI)¹, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,9% en 2011 contre 5,3% en 2010. Ce ralentissement témoigne principalement de la faiblesse des investissements, en liaison notamment avec la dégradation de la situation du système financier mondial. Il reflète également une baisse de la consommation et des échanges mondiaux, dans un contexte d'atonie de la production industrielle.

Dans les pays industrialisés, l'activité économique a été moins soutenue, du fait de la profondeur de la crise financière internationale et de son incidence sur la demande des ménages et des entreprises. Le produit intérieur brut a enregistré une progression de 1,7% en 2011 contre 3,2% en 2010. Au niveau de la Zone euro, l'activité économique est demeurée en nette décélération. La hausse du PIB s'est établie à 1,5% en 2011, après 1,9% l'année précédente. Aux Etats-Unis, l'activité économique a également décéléré, augmentant de 1,8% en 2011, contre 3,0% en 2010, soutenue alors essentiellement par l'orientation favorable de la consommation des ménages, consécutive à la mise en œuvre des mesures de soutien budgétaires et monétaires. Au Japon, l'activité économique s'est contractée en 2011.

Les pays émergents et en développement, moins touchés par les effets de la crise de la dette souveraine, ont maintenu leur dynamisme en 2011. L'activité économique y a enregistré une hausse de 6,2%, après 7,5% en 2010. Cette évolution reflète la progression de la demande intérieure et des échanges régionaux. Ainsi, en Chine et en Inde, la croissance est demeurée soutenue, ressortant respectivement à 9,3% et 6,3%, en termes réels, contre 10,4% et 10,6% en 2010. En Amérique latine et aux Caraïbes, le rythme d'expansion économique a été de 4,6%, après 6,2% en 2010. La hausse du PIB s'explique principalement par celle des dépenses publiques, qui ont contribué à porter la demande intérieure.

En Afrique au Sud du Sahara, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, s'est établi à 5,4% en 2011, après 5,3% en 2010. Comme l'année précédente, la vigueur de l'économie est principalement liée au dynamisme des exportations de matières premières, notamment des produits miniers. Elle témoigne également de l'essor des dépenses d'infrastructures, notamment dans les pays de la Zone Franc.

Dans un contexte de montée des incertitudes quant à l'orientation de l'activité dans les pays industrialisés, les entreprises n'ont pas pu créer suffisamment de nouveaux emplois. Ainsi, le **taux de chômage** est demeuré élevé aux Etats-Unis, se situant à 9,0% en 2011 contre 9,6% un an plus tôt. Dans la Zone euro, ce taux est resté inchangé à 10%, d'une année à l'autre. Au Japon, le taux de

1 Juillet 2013

chômage est ressorti à 4,6%, après 5,1% en 2010, alors qu'au Royaume-Uni, il a augmenté de 0,7 point de pourcentage, pour s'établir à 8,5% en 2011.

L'**inflation** est restée relativement élevée en 2011 par rapport au niveau de l'année précédente. Mesurée par l'indice des prix à la consommation, elle est ressortie à 2,7% dans les économies industrialisées contre 1,6% en 2010. Cette évolution est liée à la hausse des cours des produits alimentaires et pétroliers durant la première moitié de l'année 2011, ainsi qu'à la progression des crédits, consécutive aux mesures exceptionnelles prises en soutien à l'économie. Dans les pays émergents, la forte croissance s'est accompagnée de pressions sur les prix intérieurs. L'inflation s'est établie à 7,2% en 2011, après avoir atteint 6,1% l'année précédente.

Au plan de la **politique monétaire**, les banques centrales ont continué de soutenir la croissance économique, eu égard à la montée des inquiétudes sur la demande. Ainsi, la Réserve Fédérale Américaine, la Banque du Japon, la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre ont maintenu leurs principaux taux directeurs à des niveaux proches de zéro. En particulier, la BCE a accru ses opérations d'injection de liquidités, et maintenu son dispositif d'achat de valeurs mobilières, tandis que la Réserve Fédérale Américaine a mené à son terme son programme d'achat d'obligations d'Etat. Pour leur part, les Banques du Japon et de la Suisse ont contribué à détendre les taux sur les marchés monétaires. Au sein des pays émergents, des politiques monétaires plus accommodantes ont été adoptées, en réponse au ralentissement de la croissance économique et aux incertitudes pesant sur le financement des économies.

Sur les **marchés des changes**, l'euro, nonobstant les difficultés auxquelles font face les pays de la Zone euro, a connu, durant l'année 2011 une appréciation globale par rapport au dollar, en liaison avec les effets induits de la défiance envers les actifs américains, liée à la dégradation de la note sur la dette publique des Etats-Unis. Cette tendance a été confortée par les perspectives de stabilisation de la situation économique des pays de la Zone euro touchés par la crise. Ainsi, le cours de l'euro est passé, en moyenne, de 1,3257 dollar pour un euro en 2010 à 1,3920 dollar, en moyenne, sur l'ensemble de l'année 2011, soit une appréciation de 5,0%. Vis-à-vis du yen, la monnaie unique européenne s'est en revanche dépréciée de 4,5%, tandis qu'elle a enregistré une hausse de 1,2% par rapport à la livre sterling sur la même période.

Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu par rapport aux principales monnaies des pays industrialisés, une évolution similaire à celle de la monnaie européenne.

Tableau 1 : évolution des taux de change moyens annuels (FCFA par unité monétaire)				
		2010	2011	Variation (%)
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	755,7502	744,4048	-1,50
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	494,8005	471,2335	-4,76
Franc suisse	(1 CHF)	475,2278	532,1735	11,98
Livre sterling	(1 GBP)	764,6612	755,8153	-1,16
Yen japonais	(1 JPY)	5,6431	5,9117	4,76

Source : BCEAO

Tableau 2 : évolution des taux de change moyens trimestriels (FCFA par unité monétaire)					
		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
ANNEE 2010					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	732,2415	768,6762	770,4131	750,7521
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	474,3344	516,1764	508,0999	482,9250
Franc suisse	(1 CHF)	448,3030	465,6801	492,4232	495,9977
Livre sterling	(1 GBP)	739,0232	769,5503	787,4161	763,2377
Yen japonais	(1 JPY)	5,2276	5,5993	5,9271	5,8515
ANNEE 2011					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	750,3726	728,4088	739,8869	759,6425
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	479,5007	455,8106	464,3286	486,5428
Franc suisse	(1 CHF)	509,6395	524,1785	563,1016	533,6020
Livre sterling	(1 GBP)	768,2255	743,0920	747,4442	765,1697
Yen japonais	(1 JPY)	5,8271	5,5869	5,9757	6,2940

Source : BCEAO

En 2011, les **marchés financiers mondiaux** ont globalement connu des évolutions défavorables, sous l'effet des inquiétudes induites par l'aggravation de la crise de la dette souveraine et des menaces de récession. Aux Etats-Unis, les indices Dow Jones et Nasdaq ont connu une évolution contrastée. En effet, l'indice Dow Jones a progressé de 5,5%, tandis que l'indice Nasdaq s'est contracté de 1,8%. Au Japon, l'indice Nikkei 225 s'est replié de 17,3%. Au niveau des pays émergents, l'indice MSCI Emerging Markets a enregistré un recul de 20,4%.

Au niveau régional, les principales monnaies de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont dépréciées par rapport au franc CFA. En effet, le naira, le cedi, le dalasi et le franc guinéen se sont inscrits en baisse de 2,51%, 7,40%, 5,48% et 17,36% respectivement.

Au titre des **matières premières**, les cours des principaux produits de base se sont globalement consolidés, à la faveur de la bonne tenue de la demande provenant des pays émergents d'Asie. Toutefois, la tendance haussière observée depuis le début de l'année s'est inversée à partir du mois d'août 2011, en rapport avec le ralentissement de la croissance en Europe et aux Etats-Unis. Comparativement aux niveaux moyens enregistrés en 2010, les prix de la quasi-totalité des produits exportés par les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) se sont orientés à la hausse durant l'année 2011 : +39,2% pour le café robusta, +45,5% pour le coton fibre, +24,6% pour l'huile de palme, +39,4% pour l'huile de palmiste, +28,1% pour le caoutchouc, +58,3% pour la noix de cajou, +19,1% pour le pétrole et +28,1% pour l'or. En revanche, les cours moyens du cacao en fève se sont repliés de 4,9%, en relation avec la dissipation des craintes liées à l'approvisionnement régulier du marché et l'augmentation de la production ivoirienne durant la campagne agricole 2010/2011.

II - EVOLUTION ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

2.1- Produit intérieur brut

L'activité économique s'est déroulée au sein de l'UEMOA dans un environnement caractérisé par la poursuite de la crise de la dette souveraine en Zone euro et aux Etats-Unis d'Amérique et les effets de la crise post-électorale survenue en Côte d'Ivoire.

Cet environnement peu favorable a induit une baisse sensible de la croissance économique au niveau de l'UEMOA. Le produit intérieur brut de l'Union a enregistré ainsi, en termes réels, une progression de 0,6% en 2011 contre 4,4% en 2010. Les actions menées par les nouvelles Autorités ivoiriennes afin d'assurer une relance rapide de l'appareil productif du pays, l'essor de la production minière, notamment au Burkina Faso et au Niger, ainsi que l'accroissement des dépenses publiques en infrastructures dans la plupart des pays ont néanmoins permis à l'Union de préserver une légère croissance économique en 2011.

La croissance économique s'est consolidée au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo, en liaison avec la poursuite du développement des infrastructures de base, notamment dans le domaine énergétique. En revanche, un ralentissement du rythme de progression de l'activité économique a été perceptible dans tous les autres pays, du fait de la crise post-électorale survenue en Côte d'Ivoire et des résultats peu satisfaisants de la campagne agricole 2011/2012.

2.2- Production agricole

La campagne agricole 2011/2012 a été marquée par une installation irrégulière des pluies, avec des pauses pluviométriques entre les mois de juin et juillet 2011 dans certains pays de l'Union. Les perturbations pluviométriques enregistrées surtout dans le Nord et l'Est du Burkina Faso, dans l'Ouest et le Nord du Mali, dans l'Est et le Nord du Sénégal ainsi que dans l'Ouest du Niger ont induit des retards et des reprises de semis. Cet environnement peu favorable a entraîné, selon les estimations des Services officiels, un recul sensible de la production vivrière et de celle de certaines cultures de rente, dont notamment l'arachide.

La production vivrière s'est établie à 39.231.163 tonnes durant la campagne agricole 2011/2012, en recul de 13,6% par rapport à la campagne précédente.

Au titre des cultures d'exportation, la production de coton-graine de l'Union s'est inscrite en hausse de 37,3%. Cette évolution est imputable à l'accroissement des superficies emblavées et à l'augmentation des prix d'achat au producteur, à la suite de la consolidation des cours mondiaux. Elle reflète également la poursuite des efforts, en vue de l'assainissement de la filière coton au sein des pays de la Zone.

Les productions de cacao et de café, essentiellement réalisées en Côte d'Ivoire, ont été sévèrement affectées par la crise post-électorale que le pays a connue. Ainsi, la production de cacao est ressortie en baisse de 11,2% par rapport à la campagne précédente. Les quantités produites de café ont enregistré un repli de 60,9% d'une campagne à l'autre. En revanche, la production de noix de cajou a enregistré une croissance de 22,9%, pour se situer à 740.995 tonnes.

La production d'arachide s'est établie à 1.870.241 tonnes, en diminution de 30,6% par rapport à la campagne 2010/2011, du fait des mauvaises conditions pluviométriques. Les productions ont ainsi chuté de 17,3% au Bénin, 8,9% au Burkina Faso et 5,6% au Niger. Au Sénégal, premier producteur de la région, la baisse s'est chiffrée à 59,0%.

2.3- Extraction minière

La poursuite des investissements et la bonne tenue des cours de la plupart des matières premières ont contribué à l'essor de l'activité extractive au sein de l'Union.

La production d'or a connu une progression de 18,4%, pour se situer à 86.635,1 Kg. Cette augmentation est imputable à l'accroissement de la production au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali, légèrement atténué par la baisse de la production au Niger. Au Burkina Faso, la production d'or a crû de 47,6% pour atteindre 38.749 kg en 2011, en liaison avec l'accélération de la production de Essakane, site de la plus grande mine d'or du pays. En Côte d'Ivoire, la production a progressé de 33,8%, en liaison essentiellement avec l'accroissement des extractions de la société Rangold. Les activités d'extraction d'or se sont renforcées au Mali durant l'année 2011. En effet, les données cumulées sur l'ensemble de l'année indiquent une augmentation de 16,2% de la production d'or, en rapport avec le renforcement de l'activité dans l'ensemble des mines et particulièrement à Sadiola et Loulo. Au Niger, la production d'or est ressortie au cours de l'année 2011, à 1.872,3 kg, en diminution de 5,9% par rapport à celle de l'année 2010.

Les données cumulées de la production de pétrole brut de l'Union, sur l'ensemble de l'année 2011, indiquent une baisse de 14,9% par rapport à 2010. Cette évolution s'explique essentiellement par certaines difficultés techniques des champs pétroliers en Côte d'Ivoire. La production d'uranium a baissé de 0,9% au Niger, en liaison avec la décreue de la demande mondiale. L'extraction des phosphates s'est en revanche inscrite en hausse de 30,3%, du fait de l'accroissement de la production au Sénégal et au Togo, respectivement de 33,8% et 24,0%. La rénovation des équipements de production explique les performances réalisées.

2.4- Production industrielle et chiffre d'affaires du commerce de détail

La production industrielle des pays de l'UEMOA s'est inscrite en hausse en 2011. En effet, l'indice calculé par la BCEAO a enregistré une progression de 1,8% en 2011, contre une baisse de 0,7% observée en 2010. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse de 24,2% de l'indice de la branche « Electricité, eau et gaz », atténuée par le reflux de l'activité dans la branche des industries extractives (-6,0%) et dans une moindre mesure dans le secteur des unités manufacturières (-0,4%).

Par pays, une augmentation de la production industrielle a été observée en Guinée-Bissau (+19,2%), au Togo (+12,5%), au Bénin (+8,6%), au Sénégal (+7,7%) et au Mali (+5,2%). En revanche, un repli a été enregistré au Niger (-6,6%), en Côte d'Ivoire (-0,9%) et au Burkina Faso (-0,5%).

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail du secteur moderne a augmenté de 7,4% dans les pays de l'UEMOA en 2011 contre 7,6% en 2010. Cette progression globale de l'activité commerciale est attribuable, notamment, à l'accroissement des ventes de « biens d'équipement du logement » (+10,3%), de « produits pétroliers » (+9,0%), de « produits pharmaceutiques et cosmétiques » (+8,6%), et de « biens alimentaires » (+8,0%).

Par pays, les indices de ventes sont apparus en hausse en Guinée-Bissau (+42,6%), au Mali (+37,8%), au Burkina Faso (+33,8%), au Niger (+16,4%), au Sénégal (+13,4%) et au Togo (+8,6%). Par contre, ils sont ressortis en baisse au Bénin (-11,7%) et en Côte d'Ivoire (-4,6%).

2.5- Evolution des prix

Le taux d'inflation est ressorti à 3,9% en moyenne dans l'Union sur l'année 2011 contre 1,4% en 2010. La hausse des prix en 2011 est liée essentiellement au renchérissement des produits alimentaires avec une contribution de 2,2 points de pourcentage, en rapport avec la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2011/2012 et l'impact des tensions sur les cours mondiaux des denrées alimentaires en 2011. Elle reflète également le relèvement des prix à la pompe des carburants, en rapport avec la hausse des cours mondiaux du pétrole brut. Par ailleurs, la flambée des prix observée en Côte d'Ivoire pendant la crise post-électorale a contribué à entretenir les tensions inflationnistes dans l'Union.

Deux phases d'évolution de l'inflation ont été observées en 2011. Au cours des quatre premiers mois de l'année, le taux d'inflation en glissement annuel s'est inscrit en hausse, passant de 4,2% en janvier

2011 à 5,7% en avril 2011. L'accélération de la hausse des prix sur cette période est liée essentiellement aux perturbations des circuits de commercialisation engendrées par la crise en Côte d'Ivoire. Dans les autres pays de l'Union, la progression des prix résulte du renchérissement des denrées alimentaires et des carburants. La seconde phase a été caractérisée par une baisse du taux d'inflation. En glissement annuel, il est passé de 5,7% en avril 2011 à 2,5% en décembre 2011, à la faveur notamment de la fin de la crise ivoirienne.

L'inflation sous-jacente, mesurée par le taux d'inflation hors produits frais et énergie, est ressortie à 3,1% en 2011 contre 0,1% en 2010. La progression de l'inflation sous-jacente est imputable essentiellement au renchérissement des produits alimentaires importés et à la hausse des prix des services, notamment ceux du transport et de la restauration. Les prix des biens et services produits localement ont progressé de 3,8% et ceux des biens importés se sont accrus de 4,2%.

L'UEMOA a enregistré en moyenne en 2011 un différentiel d'inflation favorable vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux. Ce différentiel a atteint 0,6 point de pourcentage par rapport à l'ensemble des partenaires. Il est ressorti à 7,0 points et 4,9 points respectivement à l'égard du Nigeria et du Ghana. En revanche, l'UEMOA a enregistré un différentiel d'inflation défavorable de 1,2 point vis-à-vis de la Zone euro, zone ancre.

2.6- Finances publiques

L'exécution des opérations financières des Etats s'est soldée en 2011 par une aggravation des déficits publics. Le déficit global, base engagements, hors dons, est estimé à fin décembre 2011 à 2.353,7 milliards contre 1.868,4 milliards un an auparavant. Rapporté au PIB, il ressort à 6,5% en 2011 contre 5,4% en 2010. Le solde budgétaire de base est déficitaire de 950,3 milliards, passant de 1,3% du PIB en 2010 à 2,6% du PIB. Cette situation reflète la persistance des pressions sur les dépenses courantes, en particulier la masse salariale, ainsi que les transferts et subventions.

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union ont augmenté de 2,2% en 2011, ressortant à 6.366,7 milliards contre 6.230,6 milliards un an plus tôt. La diminution des recettes budgétaires en Côte d'Ivoire, consécutive à la crise post-électorale, contraste avec la hausse des recettes dans les autres pays de l'Union.

Les dépenses et prêts nets ont augmenté de 7,7%, en passant de 8.098,7 milliards à fin décembre 2010 à 8.720,4 milliards à fin décembre 2011. Cette situation s'explique par l'accroissement des dépenses courantes, notamment les dépenses salariales et de fonctionnement, ainsi que les charges sur les intérêts de la dette qui ont enregistré des hausses respectives de 3,8%, 14,3% et 24,7%. Exception faite de la Côte d'Ivoire, les dépenses en capital se sont accrues dans les pays de l'Union, en liaison avec la poursuite de l'exécution des investissements publics, notamment dans le domaine des infrastructures. Globalement, le niveau des dépenses en capital est ressorti à 2.568,8 milliards en 2011 contre 2.477,5 milliards en 2010.

Au titre de la surveillance multilatérale, aucun Etat membre n'a respecté l'ensemble des critères de convergence de premier rang, retenus dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité.

2.7- Balance des paiements

Les transactions économiques et financières de l'UEMOA avec le reste du monde pour l'année 2011 font état d'une nette détérioration du profil des échanges extérieurs, en ligne avec un repli de l'excédent du compte de capital, dont les effets sont atténués par la baisse du déficit courant, conjuguée à la hausse des flux nets du compte financier.

Le déficit du compte courant s'est établi à 1.147,5 milliards en 2011, en baisse de 31,6% par rapport à l'année 2010, du fait de l'amélioration sensible de la balance commerciale, dont les effets ont été atténués par l'aggravation du déficit de la balance des services et du compte de revenu primaire.

Le solde de la balance commerciale est ressorti excédentaire de 236,7 milliards en 2011, après un déficit de 479,2 milliards. Le taux de couverture des importations de biens par les exportations s'est ainsi situé à 102,4% en 2011, contre 94,8% un an plus tôt. Les exportations se sont établies à 10.201,3 milliards, en hausse de 16,5% par rapport à 2010, en liaison essentiellement avec l'évolution favorable des quantités et des cours de certains produits exportés comme l'or, le pétrole et le cacao. La facture des importations s'est chiffrée à 9.964,7 milliards en 2011, en progression de 7,9%, sous l'effet de la hausse des cours internationaux de produits pétroliers et alimentaires.

Le déficit structurel de la balance des services s'est situé à 2.021,3 milliards en 2011, en hausse de 6,2%, en raison de l'accroissement de la facture du fret des marchandises et de services spécialisés, tels que les travaux de construction et d'entretien des infrastructures routières, des mines, ainsi que des télécommunications.

Le déficit du compte du revenu primaire a augmenté, passant de 856,6 milliards en 2010 à 889,7 milliards en 2011, en ligne essentiellement avec les versements de dividendes aux actionnaires étrangers par les sociétés exportatrices et de télécommunication en pleine expansion.

Les entrées nettes au titre du revenu secondaire ont baissé de 2,3%, passant de 1.563,3 milliards en 2010 à 1.526,9 milliards en 2011, sous l'effet essentiellement du reflux des transferts en faveur des secteurs publics, modérés par les ressources privées.

Rapporté au PIB, le déficit du compte courant, hors dons, s'est établi à 4,1% en 2011 contre 6,1% en 2010.

L'excédent du compte de capital s'est significativement réduit, en passant de 2.289,5 milliards en 2010 à 773,2 milliards en 2011. Le niveau élevé de 2010 reflète essentiellement les remises de dettes accordées à la Côte d'Ivoire, à la Guinée-Bissau et au Togo, dans le cadre de l'initiative PPTE.

Les transactions courantes et en capital cumulées ressortent ainsi déficitaires de 374,3 milliards en 2011, après un excédent de 612,7 milliards un an plus tôt. Ce besoin de financement a été couvert par une accumulation nette d'engagements financiers extérieurs, à hauteur de 802,1 milliards en 2011, contre une baisse nette de 97,2 milliards réalisée en 2010.

L'orientation des transactions du compte financier en 2011 traduit un accroissement de l'endettement net au titre des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille, ainsi qu'une acquisition nette des actifs au titre des autres investissements.

Les entrées nettes d'investissements directs étrangers se sont chiffrées à 940,6 milliards en 2011, contre 1.085,3 milliards un an plus tôt, soit un repli de 13,3%. Rapportés au PIB, les flux nets d'investissements directs étrangers sont ressortis à 2,6% en 2011, contre 3,2% en 2010.

Au total, le solde global de la balance des paiements de l'Union a enregistré une nette détérioration en 2011, en ressortant déficitaire de 10,4 milliards, après un excédent de 139,5 milliards en 2010.

Toutefois, en tenant compte des réévaluations du stock d'or et des avoirs en DTS, les avoirs extérieurs nets totaux se sont accrus de 203,3 milliards, contre 339,0 milliards en 2010.

En particulier, les réserves de change de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) se sont accrues de 7,7%, passant de 6.770,8 milliards en 2010 à 7.293,5 milliards en 2011, représentant 6,0 mois d'importations de biens et services contre 6,1 mois un an plus tôt.

2.8- Evolution du marché financier régional

A fin 2011, les indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ont affiché des niveaux moins élevés qu'en fin 2010, à 138,9 points pour le BRVM composite et 158,5 pour le BRVM10, soit des régressions respectives de 12,7 et de 13,4%. Le montant des transactions se sont inscrites dans la même tendance baissière, en passant de 112,0 milliards de FCFA en 2010 à 81,0 milliards de FCFA en

2011, soit un recul de 27,7%. Cette situation est notamment expliquée par les conséquences néfastes de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire.

2.9- Mobilisation des ressources et situation de la dette extérieure

Les données disponibles situent l'encours global de la dette de l'ensemble des Etats membres de l'Union, à fin décembre 2010, à 10.964,5 milliards de FCFA contre 10.751,2 milliards de FCFA à fin décembre 2009, soit une hausse de 2,0%. Les tirages sur emprunts se sont établis à 629,3 milliards de FCFA contre 871,0 milliards en 2009.

Le ratio de l'encours de la dette sur le PIB s'est inscrit en légère baisse, en ressortant à 32,6% en 2010 contre 33,0% un an plus tôt. Par pays, il est ressorti à 17,9% contre 14,9% en 2009 au Bénin, 34,0% contre 23,4% au Burkina Faso, 47,0% contre 49,1% en Côte d'Ivoire, 134,1% contre 127,7% en Guinée-Bissau, 25,3% contre 21,7% au Mali, 16,0% contre 17,8% au Niger, 23,7% contre 23,4% au Sénégal et 15,0% contre 51,0% au Togo. Les difficultés de trésorerie ont contraint la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo à accumuler des arriérés de paiement respectifs de 82,1 milliards, 11,7 milliards et 3,2 milliards durant l'année 2010.

III - EVOLUTION ECONOMIQUE AU BURKINA FASO

L'activité économique en 2011 s'est déroulée dans un contexte marqué par une pluviométrie peu favorable, d'une part, et par l'essor des activités minières, d'autre part. Cependant, des remous sociaux survenus entre février et juin 2011 ont affecté le climat des affaires conduisant ainsi le Gouvernement à prendre des mesures importantes, y compris au plan budgétaire, afin d'apaiser le front social. Au total, le PIB réel s'est situé à 3.531,0 milliards de FCFA en 2011 contre 3.362,9 milliards de FCFA en 2010, soit un taux de croissance de 5,0%, en retrait de 3,5 points de pourcentage par rapport au taux de 8,5% enregistré en 2010. La progression de l'économie en 2011 est imputable aux secteurs secondaire (+20,7%) bénéficiant du dynamisme des activités minières (+56,2%) et tertiaire (+6,4%). Quant au secteur primaire, il a affiché une croissance négative de 4,8% au cours de la période sous revue. En valeur nominale, le PIB est ressorti à 4.793,3 milliards de FCFA en 2011 contre 4.453,9 milliards de FCFA en 2010, soit une hausse de 7,6%.

Au niveau du secteur primaire, la production céréalière a enregistré un repli de 18,4%, ressortant à 3.722.279 tonnes en 2011 contre 4.560.574 tonnes en 2010. Par contre, la production du coton graine a connu une hausse, en s'établissant à 417.393 tonnes en 2011 contre 333.803 tonnes en 2010, soit une progression de 25,0% d'une campagne à l'autre. La baisse de la production céréalière s'explique principalement par le déficit pluviométrique enregistré au cours de la campagne agricole. Par ailleurs, l'augmentation des superficies emblavées, l'encadrement des cotonculteurs et le relèvement du prix d'achat au producteur de coton de 210 FCFA/kg à 245 FCFA/kg expliquent la hausse de la production de coton graine. En ce qui concerne le sous-secteur de l'élevage et de la pêche, à la faveur des effets conjugués de la reconstitution des pâturages et des points d'eau ainsi que de la poursuite des actions de promotion des entreprises d'élevage, une progression des effectifs du cheptel et des quantités produites en ressources halieutiques a été enregistrée. Ainsi, les effectifs des différentes espèces du cheptel ont augmenté de 2,6% et la production halieutique s'est accrue de 3,2% entre 2010 et 2011.

L'activité du secteur secondaire est marquée par la poursuite du dynamisme du sous-secteur des industries extractives en 2011. Ainsi, la quantité d'or exportée s'est fortement accrue, passant de 26,2 tonnes d'or en 2010 à 38,7 tonnes en 2011, soit un accroissement de 47,6%. Le sous-secteur des industries extractives a enregistré une progression de 50,4% de sa valeur ajoutée en 2011. Pour ce qui concerne les BTP, l'activité s'est ressentie, d'une part, des effets de base de l'année 2010 qui a connu un niveau exceptionnel en raison des travaux réalisés dans le cadre des festivités du Cinquantième de l'indépendance du Burkina Faso et des reconstructions des infrastructures endommagées suite aux inondations survenues en 2009, et d'autre part, des effets de la crise sociale. La valeur ajoutée du sous-secteur des BTP s'est ainsi inscrite en baisse de 4,8% en 2011. Enfin, l'activité d'égrainage de coton s'est également améliorée en 2011, avec un taux de croissance de sa valeur ajoutée de 22,4%

contre -40,6% en 2010.

Le secteur tertiaire a été soutenu par les sous-secteurs commerce et transport, ainsi que par des événements tels que le Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou (FESPACO) et le Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou (SITHO).

S'agissant de l'inflation, l'année 2011 a été caractérisée au Burkina Faso par une augmentation modérée du niveau général des prix à la consommation. En effet, l'inflation, en moyenne annuelle, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est ressortie en hausse de 2,8% en 2011 contre une baisse de 0,6% en 2010, pour une moyenne de +3,9% enregistrée au niveau de l'UEMOA. Cette évolution a été imprimée essentiellement par l'augmentation contenue des prix des produits alimentaires (+6,1%), à la faveur de la bonne campagne agricole 2009/2010, et le repli des tarifs de télécommunication (-18,6%).

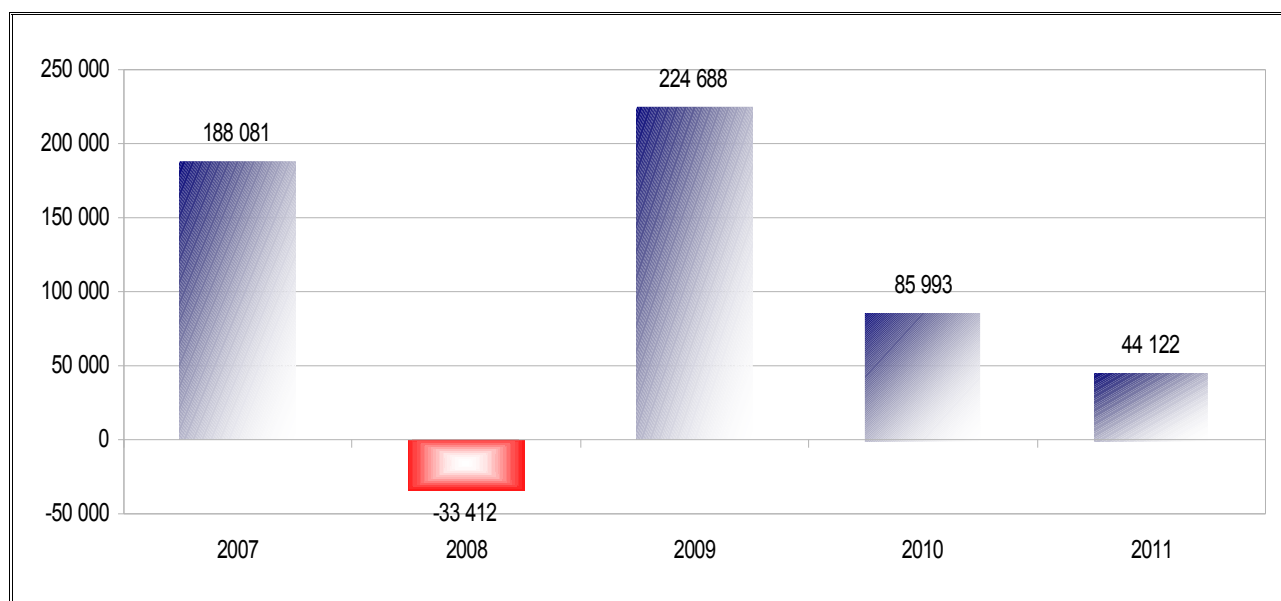
Dans le domaine des **finances publiques**, les effets de la crise de la dette souveraine et des remous sociaux intervenus au cours du premier semestre 2011 ont conduit les Autorités nationales à prendre des mesures budgétaires le 28 avril 2011 pour juguler leurs conséquences néfastes. Ces mesures ont porté notamment sur la hausse des subventions des produits de grandes consommation et des produits pétroliers, la suppression de la Taxe de Développement Communal (TDC), le rabatement de 10% de l'Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS) à partir du mois de mai 2011, la régularisation des avancements et promotions des fonctionnaires de l'Etat des années 2008 et 2009 et la suspension de la nouvelle tarification des actes médicaux. En outre, des mesures d'urgence ont été arrêtées par le Gouvernement pour la prise en charge des opérateurs économiques directement affectés par les troubles sociaux du premier semestre 2011. A fin décembre 2011, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est néanmoins traduite par des déficits base engagement en recul à 118,8 milliards de FCFA et base caisse de 105,6 milliards de FCFA, contre des niveaux respectifs de 196,8 milliards de FCFA et 198,9 milliards de FCFA atteints une année plus tôt. Le financement du déficit base caisse a été assuré uniquement par les concours des partenaires extérieurs pour un montant de 108,8 milliards de FCFA, le financement intérieur étant ressorti à -3,9 milliards de FCFA.

Traduites sur la **situation monétaire**, les évolutions des secteurs économiques et l'exécution des opérations financières de l'Etat ont entraîné une hausse des avoirs extérieurs nets de 5,3% et du crédit intérieur de 19,9% d'une année à l'autre. Les avoirs extérieurs nets ont atteint 681,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011 contre 647,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010, soit une augmentation de 34,0 milliards de FCFA, imputable exclusivement aux banques. Le crédit intérieur s'est accru de 156,5 milliards de FCFA, pour ressortir à 943,7 milliards de FCFA à fin décembre 2011 contre 787,3 milliards de FCFA à fin décembre 2010. Cette évolution est imputable à l'accélération des crédits à l'économie de 23,5% (+181,0 milliards de FCFA) par rapport à leur niveau à fin décembre 2010. L'amélioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 24,5 milliards de FCFA a permis d'atténuer la hausse du crédit intérieur. Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 181,6 milliards de FCFA à fin décembre 2011, en se situant à 1.501,1 milliards de FCFA contre 1.319,5 milliards de FCFA à fin décembre 2010. Cette évolution est portée par une hausse des dépôts en banques de 195,2 milliards de FCFA (+18,9%) atténuée par une baisse de la circulation fiduciaire de 25,5 milliards de FCFA (-11,9%).

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Burkina Faso ont dégagé en 2011, un solde excédentaire de 44.122 millions de FCFA, après l'excédent de 85.993 millions de FCFA enregistré en 2010.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements au cours des cinq dernières années fait apparaître les évolutions ci-après :

Graphique n°1 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2007 à 2011 (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

B – ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS 2011

L'évolution de la balance des paiements, élaborée conformément à la méthodologie de la 6^{ème} édition du manuel du FMI, indique un compte courant déficitaire dont les effets sont atténués par un compte de capital et un compte financier excédentaires. Tout comme en 2010, le solde global ressort excédentaire en 2011.

Encadré 1 : Innovations introduites par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6)

L'élaboration du nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales, après la parution du MBP5. Ces évolutions concernent notamment :

- la mondialisation, dont l'une des principales implications est l'accroissement rapide des mouvements de capitaux privés et de main-d'oeuvre ;
- les innovations financières et technologiques (développement des dérivés financiers, des services à distance via internet, etc.) ;
- l'intégration économique et monétaire, qui en plus des zones existantes (UEMOA, CEMAC, etc.) a été marquée notamment par l'avènement de nouvelles zones, telles que le COMESA, la SADC et, en particulier, la mise en circulation de l'euro comme monnaie commune des pays membres de l'Union européenne, qui a fortement influé sur l'évolution des échanges mondiaux.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année, et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5. Il s'agit notamment du manuel de statistiques monétaires et financières (2000), du supplément au MBP5 sur les dérivés financiers (2000), du manuel sur les réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données (2001), du manuel des statistiques du commerce international des services (2002) et des Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs (2003).

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits. L'approche bilantielle, qui examine en quoi les faiblesses du bilan financier liées notamment à l'échéance, à la devise, à la structure financière et à la solvabilité, contribue au renforcement de la qualité de l'analyse de la vulnérabilité et de la viabilité extérieure d'une économie.

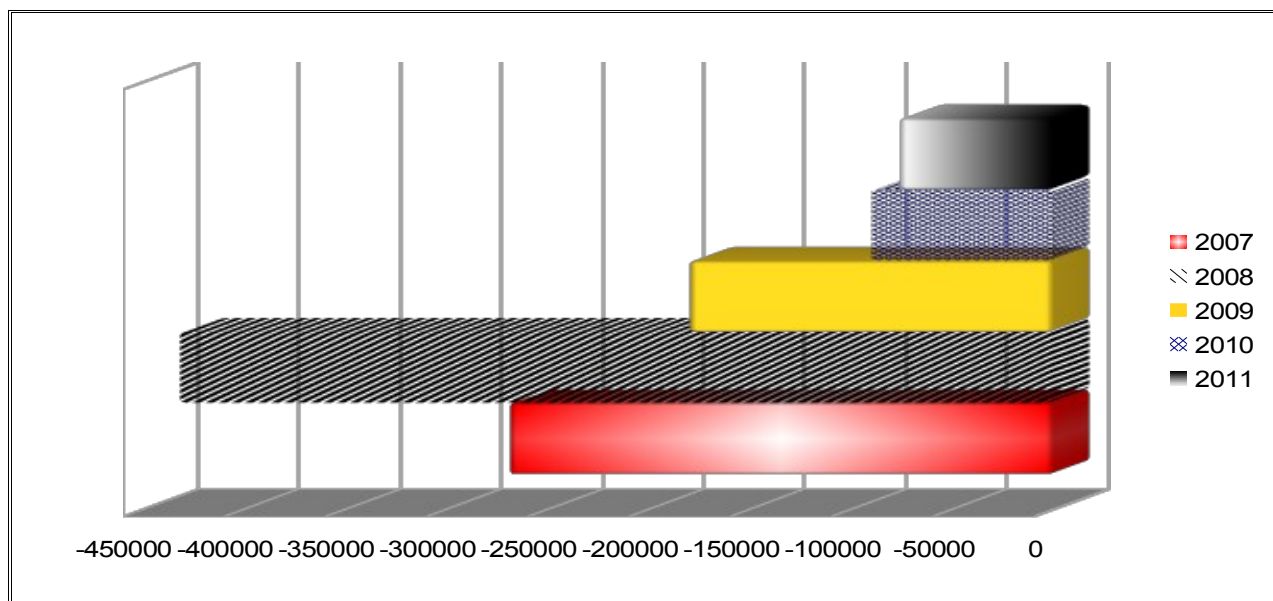
Ainsi, bien que le cadre de référence soit resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition (MBP5), le nouveau Manuel apporte plus de clarifications et de modifications à certains concepts et définitions, pour tenir compte des développements enregistrés par l'économie mondiale. La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes types et des principes d'élaboration.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes regroupe la balance des biens, des services, des revenus primaires ainsi que des revenus secondaires.

En 2011, le solde de la balance des paiements courants s'est situé à -75.584,9 millions de FCFA contre -89.867,0 millions de FCFA une année plus tôt, soit une amélioration de 15,9% due principalement à celle de la balance commerciale.

Graphique n°2 : Evolution du compte des transactions courantes de 2007 à 2011 (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

1.1- Balance commerciale de biens

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur marchandises générales, les exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international et l'or non monétaire. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB et les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Pour répondre aux besoins de la balance des paiements, des retraitements sont effectués sur les statistiques douanières du commerce extérieur. Il s'agit notamment de la prise en compte des mouvements d'entrepôts. En effet, les statistiques douanières enregistrent d'une part, le commerce spécial, et d'autre part, les mouvements d'entrepôts, c'est-à-dire les entrées en entrepôts et les sorties d'entrepôts pour mise à la consommation ou pour réexportation. Ainsi, le commerce général, fondé sur le concept de frontière nationale, est obtenu en ajoutant aux données du commerce spécial, les « entrées en entrepôts » et en déduisant les « mises à la consommation en suite d'entrepôts ». En outre, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données du commerce intra-UEMOA institué par la BCEAO, qui ont permis de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges communautaires et une meilleure évaluation du commerce non contrôlé, ont été pris en compte.

Enfin, des ajustements de valeur et de champ ont été effectués pour prendre en compte l'essentiel des transactions économiques intervenues au cours de l'année dans le pays.

Tableau 3 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens

Nature des opérations	2011	
	Exportations	Importations
Statistiques douanières FOB – CAF	1 142 982	1 296 487
Entrées en entrepôts		84 272
Mise à la consommation en suite d'entrepôts		-29 098
Ajustements autres biens (or non monétaire)	0	
Commerce non contrôlé intra-UEMOA	11 225	9 546
Ajustements de valeurs	-22 225	-29 478
Fret et assurances		-213 920
Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB – FOB)	1 131 982	1 117 809

Source : INSD, BCEAO

1.1.1- Exportations de biens

1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Sur la base des statistiques fournies par l'INSD, les exportations du Burkina Faso se sont situées à 1.142.982,0 millions de FCFA, en accroissement de 69,6% par rapport au montant de 674.081,0 millions de FCFA enregistré en 2010.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les cinq (05) principaux produits exportés en 2011 sont : l'or non monétaire avec un poids de 74,6% dans le total de la valeur des exportations, le coton en masse avec 11,0% du total, les graines de sésame avec 3,7%, les fruits et légumes avec 3,1% et les amandes de karité avec 1,9%.

L'augmentation des exportations de biens est principalement due à l'or non monétaire qui a contribué à des entrées de ressources à hauteur de 852.167,0 millions de FCFA pour une quantité exportée de 38.749 kg. La valeur totale des exportations du métal jaune en 2011 a progressé de 94,2% par rapport à 2010, en liaison avec la bonne orientation des cours mondiaux, confirmant de ce fait sa position de premier produit burkinabè cédé à l'étranger depuis 2009. S'agissant en particulier du coton en masse (premier produit exporté jusqu'en 2008), les exportations ont affiché une valeur de 125.641,9 millions de FCFA en 2011, soit une hausse de 13,9% sur un an.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

A l'image des années précédentes, les pays d'Europe et d'Afrique sont demeurés les premiers destinataires des produits exportés par le Burkina Faso en 2011, avec des parts de marché respectives de 75,3% et 17,9%. Les pays de l'UEMOA ont représenté 5,4% des exportations du Burkina Faso. La Côte d'Ivoire a été le premier pays de destination au sein de l'Union, avec 1,3% du total des exportations. Une part de 2,3% des exportations est expliquée par les autres pays de la CEDEAO.

Par rapport à l'année 2010, le poids de la destination européenne s'est renforcé, en liaison avec les exportations d'or marchandise dont la principale destination est la Suisse. Au total, les parts de marché des pays d'Europe et de ceux de l'Océanie se sont accrues respectivement de 5,4 points et 0,1 point de pourcentage entre 2010 et 2011. Parallèlement, les pays des autres continents ont connu des baisses de leurs parts de marché : -5,2 points de pourcentage pour l'Afrique, 0,2 point pour l'Amérique et 0,1 point pour l'Asie.

1.1.2- Importations de biens

1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

Les importations du Burkina Faso, sur la base des statistiques du commerce extérieur produites par l'INSD, se sont situées à 1.296.487,4 millions de FCFA, contre 1.120.849,8 millions de FCFA un an plus tôt, soit un accroissement de 15,7%. En termes de volume, les importations de biens se sont accrues de 10,3% en 2011, ressortant à 3.149.539 tonnes contre 2.855.725 tonnes en 2010.

1.1.2.2- Composition des importations de biens

La structure des importations (en valeur) n'a pas connu d'évolution significative durant les cinq (05) dernières années, avec une prédominance de cinq (05) principaux groupes de produits que sont : les « Produits pétroliers », au premier rang, représentant 24,8% du total des importations en 2011, suivis des « Machines et appareils » (15,4%), des « Produits alimentaires » (11,2%), des « Produits chimiques » (9,5%) et du « Matériel de transport » (9,0%). Sur les cinq (05) dernières années, ces produits ont représenté en moyenne 67,9% du total des importations.

1.1.2.3- Orientation géographique des importations

La répartition par provenance des importations du Burkina Faso en 2011 demeure quasiment identique à celle des cinq (05) années précédentes. Au titre de l'année 2011, les trois principaux fournisseurs du Burkina Faso ont été les pays d'Europe avec 36,6% de part du marché, suivis de ceux d'Afrique avec 30,3% et d'Asie avec 23,1%, les pays d'Amérique et d'Océanie ne conservant que 8,8% et 1,2% de part du marché burkinabè. Les importations en provenance des pays de l'UEMOA ont représenté 18,9% du total. La Côte d'Ivoire, à elle seule, a fourni 55,2% des importations originaires de l'Union, suivie du Sénégal avec une part de 8,5%. Une part de 6,7% du total des importations est due aux autres pays de la CEDEAO.

Par rapport à 2010, la structure des importations est caractérisée en 2011 par un renforcement des parts des pays d'Europe (+6,2 points de pourcentage), d'Asie (+3,0 points) et d'Amérique (+1,0 point), au détriment de ceux d'Afrique (-11,1 points).

1.2- Balance de services

La balance des services recouvre les échanges extérieurs au titre des transports, des voyages et des autres services. Le solde structurellement déficitaire de la balance des services s'est dégradé de 29,4% en passant de -265.075,0 millions de FCFA en 2010 à -343.076,0 millions de FCFA en 2011, imputable à toutes ses composantes, notamment la rubrique « fret ». En effet, le « fret », qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures résidentes au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes au titre du transport de marchandises au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressorti déficitaire en 2011 de 193.136,0 millions de FCFA, après un solde de -147.985,0 millions de FCFA réalisé en 2010. L'accentuation de ce déficit en 2011 est en liaison à la fois avec la hausse du volume des marchandises importées et l'accroissement des cours mondiaux du baril de pétrole par rapport à l'année 2010.

1.2.1- Exportations de services

En 2011, les exportations de services se sont situées à 196.118,0 millions de FCFA, en progression de 32,8% par rapport à 2010, sous l'effet principalement des exportations des « Autres services » (travaux de construction notamment), qui ont crû de 45.325,0 millions de FCFA (+50,2%) entre 2010 et 2011. Les exportations de services de transports ont crû de 16,2% pendant que celles des services de voyages se sont légèrement repliées de 1,0%.

1.2.2- Importations de services

En passant de 412.726,0 millions de FCFA en 2010 à 539.194,0 millions de FCFA en 2011, les importations de services ont subi une augmentation de 30,6%, en liaison notamment avec la hausse des importations des services de transports (+27,9%) qui ont atteint 227.273,0 millions de FCFA .

1.3- Compte du revenu primaire

Le compte du revenu primaire enregistre les flux relatifs aux revenus liés au processus de production, à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits.

Le solde structurellement déficitaire du compte du revenu primaire s'est détérioré de 16,0% en 2011, en s'établissant à -3.717,9 millions de FCFA. Cette dégradation est expliquée par la progression des paiements nets aux non-résidents de la rémunération des salariés (+9,0%) et des revenus des investissements (+21,2%).

1.4- Compte du revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire recense les transferts courants entre résidents et non-résidents, matérialisés par les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers et burkinabè ainsi que les aides en espèces influant sur la consommation des biens et services.

En s'établissant à 257.036 millions de FCFA en 2011 contre 243.998 millions de FCFA en 2010, le solde du compte de revenu secondaire a enregistré une hausse de 5,3%, imputable aussi bien à l'évolution des transferts de l'Administration publique qu'à celle du secteur privé.

Les transferts courants nets de l'Administration publique sont ressortis à 191.183,0 millions de FCFA en 2011, à la faveur notamment de l'aide budgétaire reçue (+180.570,3 millions de FCFA). Cette augmentation a été atténuée principalement par les paiements des contributions au titre du fonctionnement des organisations internationales et régionales dont le Burkina Faso est membre.

Les entrées nettes de transferts courants du secteur privé ont connu une hausse de 1.600,0 millions de FCFA en 2011 en s'établissant à 65.853,0 millions de FCFA contre 64.253,0 millions de FCFA une année plus tôt. Cette évolution découle principalement de l'augmentation de l'aide extérieure reçue par le secteur privé, notamment les ressources reçues par les Organisations Non Gouvernementales (ONG) dans le cadre de leurs activités de lutte contre la pauvreté. Les transferts d'épargne des travailleurs reçus en 2011 sont ressortis à 96.420,0 millions de FCFA, en progression de 84,1%, en ligne avec les rapatriements importants de ressources opérés par les travailleurs burkinabè en Côte d'Ivoire du fait de la crise socio-politique en Côte d'Ivoire.

Encadré 2 : Enquête sur les transferts monétaires des travailleurs migrants au Burkina Faso

L'enquête sur les transferts monétaires des travailleurs migrants au Burkina Faso a permis de déterminer les montants des transferts reçus et envoyés des travailleurs migrants burkinabè de l'étranger et d'identifier les motifs pour lesquels ces transferts sont effectués. En se servant de l'Enquête Intégrale sur les Conditions de Vie des Ménages réalisée en 2009 (EICVM 2009), il a été possible de disposer des pondérations pour extrapoler les résultats sur l'ensemble des trois (03) régions échantillon retenues. Elle a également permis de disposer de l'ensemble des transferts reçus et envoyés pour les autres régions non sélectionnées. Ainsi, au titre de l'année 2011, le Burkina Faso à travers ses ménages a reçu au total 96.420.041.967 FCFA contre un montant de 10.552.809.011 FCFA envoyés à l'extérieur.

Il ressort en outre que le Burkina Faso est principalement constitué de ménages uniquement récepteurs (84,3%). Les ménages ayant reçu des fonds de l'extérieur du Burkina Faso sont

constitués notamment des cultivateurs/éleveurs (29,2%), des élèves/étudiants (15,7%) et des commerçants (14,6%).

Par ailleurs, leurs correspondants (émetteurs et récepteurs) sont tous originaires du Burkina (93,9%) et résident pour la plupart en Côte d'Ivoire (34,4%). En outre, ces correspondants sont essentiellement des émetteurs (87,8%) et ont un âge compris entre 31 et 40 ans (45,7%).

Les montants reçus proviennent en majorité de la Côte d'Ivoire (30,9%). Sur l'ensemble des sommes reçues, les transferts occasionnels représentent 55,4%, parmi lesquels 69,9% sont destinés aux investissements immobiliers. Pour les ressources régulièrement reçues, les montants infra-annuels (mensuelle, trimestrielle et semestrielle) et annuels représentent respectivement 23,1% et 21,5%. L'enquête révèle également que le canal le plus utilisé pour la réception des fonds est celui des banques, postes et internet (74,4% des répondants) et les fonds qui y transitent sont estimés à 42.403.292.466 FCFA sur 55.390.576.702 FCFA reçus par les 3 régions soit 76,6% du montant total reçu. Pour les ressources reçues régulièrement, elles sont destinées en général à la consommation courante (37,3%) et à l'investissement immobilier (25,7%).

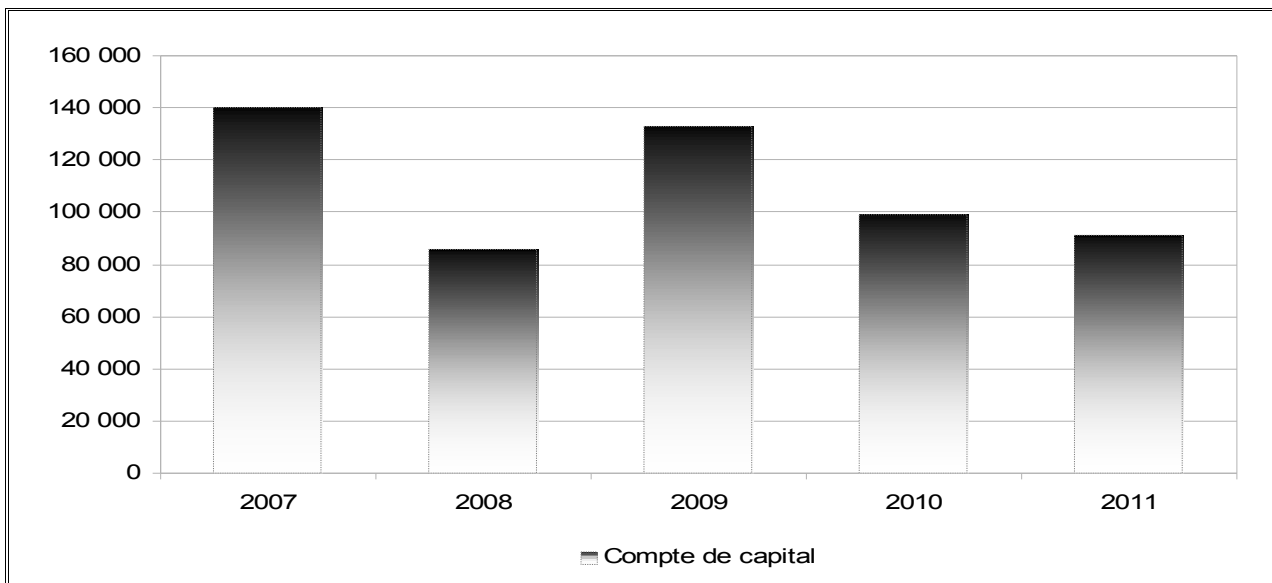
En termes d'envoi de fonds à l'extérieur, sur les 10 552 809 011 FCFA, le Centre et l'Est comptent respectivement pour 4.295.244.173 FCFA et 3.795.101.797 FCFA. Les fonds sont envoyés en rythme infra-annuel (20,3%), de façon annuelle c'est-à-dire en une seule fois (36,6%) et occasionnellement (43,1%). Ces ressources transitent à travers essentiellement les canaux officiels (69,8%) et les transporteurs (22,4%), avec pour principales destinations le Reste du Monde (36,9%) et les autres pays de l'UEMOA (23,3%). Enfin, pour les sommes régulièrement envoyées, elles l'ont été pour des besoins d'éducation (60,2%).

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital présente les transferts en capital ainsi que l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.) entre résidents et non-résidents.

En 2011, le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 91.070,0 millions de FCFA contre 98.895 millions de FCFA en 2010, soit une décre de 7,9%. Cette baisse est expliquée principalement par le ralentissement des transferts de capitaux au profit du secteur privé, en liaison avec la crise sociale qu'a connue le Burkina Faso au cours du premier semestre de l'année 2011.

Graphique n°3 : Evolution du compte de capital de 2007 à 2011 (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits se sont soldées à +59,0 millions de FCFA en 2011, contre +22,0 millions de FCFA une année auparavant, soit une progression de 37,0 millions de FCFA.

2.2- Transferts de capital

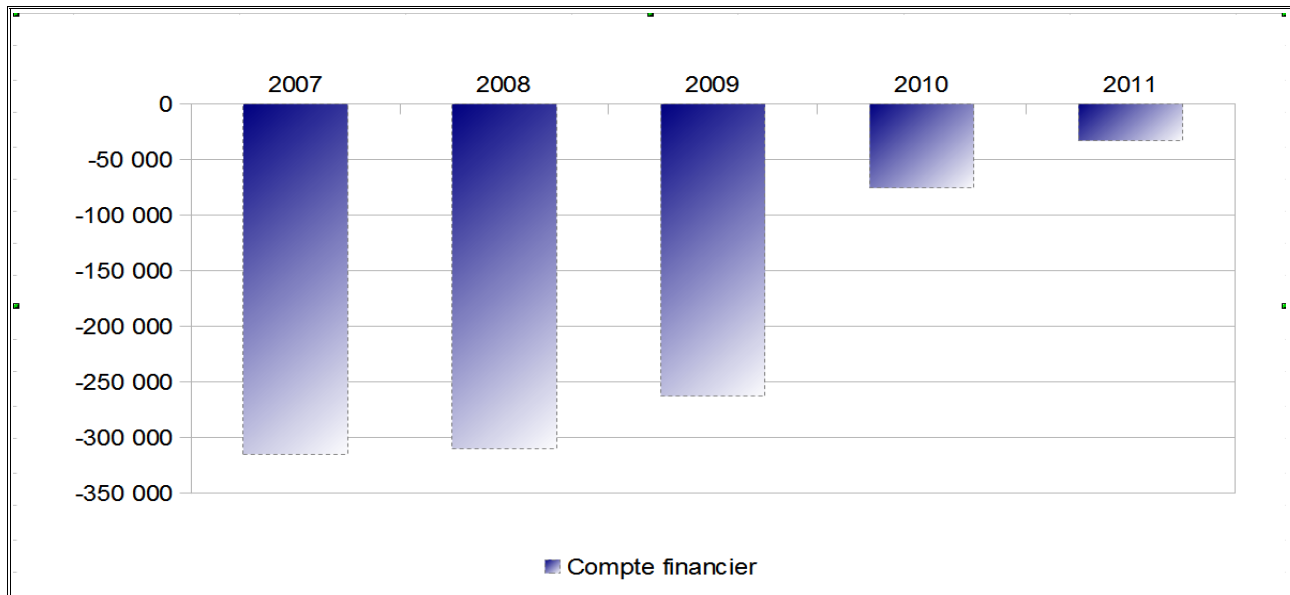
En s'établissant à 91.011,0 millions de FCFA en 2011, les transferts de capital ont baissé de 7.862,0 millions de FCFA, en relation avec ceux du secteur privé. Les transferts en capital de l'Administration publique ont plutôt enregistré une progression de 42,8% en raison de l'augmentation des dons projets en 2011.

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier de la balance des paiements recense les variations nettes d'actifs et de passifs financiers issues des opérations d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements, effectuées entre résidents et non-résidents. Un solde négatif indique un excédent et un solde positif, un déficit.

En 2011, le compte financier a enregistré un solde de -32.911,0 millions de FCFA, contre -75.453,0 millions de FCFA en 2010, soit une détérioration de 56,4%. Cette contraction du solde du compte financier est expliquée par celle des investissements de portefeuille ainsi que des autres investissements, les investissements directs s'étant accrus en 2011.

Graphique n°4 : Evolution du compte financier de 2007 à 2011 (en millions de FCFA)



Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

En 2011, les sorties nettes au titre des investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital de la société réceptrice, se sont

établies à -19.544 millions de FCFA contre -18.895 millions de FCFA en 2010, soit une augmentation de 649,0 millions de FCFA (+3,4%). Cet afflux d'investissements directs est expliqué principalement par la progression des accroissements nets de passifs des entreprises résidentes vis-à-vis des investisseurs directs plus importante que celle des acquisitions nettes d'actifs.

3.2- Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital de l'entreprise, ainsi que les opérations sur titres de créances.

En 2011, les transactions au titre des investissements de portefeuille se sont traduites par un solde excédentaire de -9.670,0 millions de FCFA, contre -15.845 millions de FCFA une année plus tôt, soit un repli de 6.175,0 millions de FCFA, en ligne avec le reflux des passifs de titres de créances nettes du secteur privé burkinabè sur l'étranger.

3.3- Dérivés financiers

Les opérations financières avec le reste du monde portant sur des dérivés financiers n'ont pas enregistré d'évolution en 2011.

3.4- Autres investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

Les autres investissements ont enregistré un solde excédentaire de -3.697,0 millions de FCFA, soit une baisse de 37.016,0 millions de FCFA par rapport à son niveau de 2010. Ce reflux des autres investissements reflète principalement la contraction des passifs financiers au titre des autres investissements de l'Administration publique. En effet, les tirages sur la dette extérieure publique (hors bons du trésor) se sont établis à 129.093,6 millions de FCFA et les remboursements à 20.292,9 millions de FCFA en 2011, contre respectivement 165.414 millions de FCFA et les remboursements à 14.737 millions de FCFA en 2010. En outre, les remboursements des emprunts aux non-résidents par les structures privées résidentes, notamment minières, le gonflement des actifs au titre des crédits commerciaux accordés aux clients étrangers par les entreprises résidentes et la progression des dépôts des autres secteurs à l'étranger ont accentué le repli des autres investissements en 2011.

IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts.

4.1- Avoirs et engagements de la Banque centrale

Les principaux avoirs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en or monétaire et en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en

compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent sur les recours aux crédits du FMI et les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères.

Comme l'année précédente, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont régressé de 7,6% (-22.759,8 millions de FCFA) pour s'établir à 275.337,5 millions de FCFA à fin décembre 2011. Cette évolution de la position extérieure de l'Institut d'émission s'explique principalement par la baisse enregistrée au niveau des avoirs qui ont reculé de 34.398,3 millions de FCFA entre 2010 et 2011, reflétant le recul de l'excédent du solde du compte de capital et d'opérations financières. Les engagements de la Banque Centrale se sont également contractés sur la période, atténuant ainsi le repli des avoirs (-11.638,5 millions de FCFA).

4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des autres institutions de dépôts correspond au solde de leurs avoirs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des autres institutions de dépôts fait ressortir en 2011, une hausse des avoirs extérieurs qui passent de 444.312 millions de FCFA à fin décembre 2010 à 546.161 millions de FCFA à fin décembre 2011, soit une progression de 22,9% (+101.849 millions de FCFA), contenue par un accroissement des engagements de 35,9% (+34.967 millions de FCFA) à la même date.

4.3- Avoirs et engagements de la Banque centrale et des autres institutions de dépôts

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements d'un pays et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.

En 2011, l'activité économique intérieure s'est traduite au plan des relations financières extérieures par une progression des avoirs des institutions de dépôts (+67.450,7 millions de FCFA) et une augmentation de leurs engagements (+27.075,9 millions de FCFA). Ainsi, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont améliorés de 44.121,9 millions de FCFA, contre un excédent de 85.933 millions de FCFA un an plus tôt.

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Comme la balance des paiements, la Position Extérieure Globale (PEG) retrace l'évolution des comptes extérieurs d'un pays. Toutefois, par opposition à la balance des paiements qui recense les variations d'avoirs et engagements extérieurs au cours d'une période annuelle, la PEG recense les stocks d'avoirs et d'engagements à une date donnée et généralement au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les actifs financiers des résidents sur l'extérieur et l'or physique détenu comme avoirs de réserve, leurs engagements à l'égard des non-résidents.

A fin décembre 2011, la PEG du Burkina Faso ressort débitrice de 257.998,9 millions de FCFA, contre -297.221,8 millions de FCFA un an plus tôt, soit une amélioration de 13,2% (+39.222,9 millions de FCFA), consécutive à un gonflement des actifs financiers plus important que l'augmentation des passifs financiers.

La PEG nette de l'Institut d'émission est ressortie à 275.337,1 millions de FCFA, celle des autres institutions de dépôts à 299.236,0 millions de FCFA et celle des autres secteurs à 447.234,0 millions de FCFA. Le stock des actifs financiers de l'Administration publique, diminué de celui de leurs passifs financiers, s'est établi à -1.279.806,0 millions de FCFA à fin décembre 2011.

La PEG nette du Burkina Faso vis-à-vis des autres pays de l'Union est ressortie créditrice à 181.840,1 millions de FCFA à fin décembre 2011. Elle s'est située à -24.377,0 millions de FCFA et -415.462,0 millions de FCFA, respectivement vis-à-vis de la zone euro et des autres pays.

CONCLUSION

L'année 2011 a été caractérisée au Burkina Faso par des remous sociaux sur le premier semestre, avec des conséquences sur le climat des affaires et l'orientation de l'activité économique. Le PIB est ressorti en progression de 5,0% en 2011 après une croissance de 8,5% une année plutôt.

C'est dans ce contexte que la balance des paiements a dégagé un solde positif en baisse à 44.122 millions de FCFA contre un excédent de 85.993 millions de FCFA relevé en 2010. S'agissant de la Position Extérieure Globale, elle s'est inscrite en amélioration de 39.222,9 millions de FCFA entre fin 2010 et fin 2011.

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée).....	28
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO).....	29
Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3.....	30
Annexe 1.4 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	33
Annexe 1.5 : Compte de transactions courantes.....	34
Annexe 1.6 : Compte de biens et services.....	34
Annexe 1.7 : Compte de biens	34
Annexe 1.8 : Evolution des exportations de biens.....	35
Annexe 1.9 : Exportations par principaux produits.....	35
Annexe 1.10 : Ventilation géographique des exportations de marchandises.....	36
Annexe 1.11 : Evolution des importations de biens.....	37
Annexe 1.12 : Importations par principaux produits	37
Annexe 1.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2011 à partir des statistiques officielles.....	37
Annexe 1.14 : Ventilation géographique des importations de marchandises	38
Annexe 1.15 : Evolution de la balance des services.....	39
Annexe 1.16 : Evolution du compte du revenu primaire.....	39
Annexe 1.17 : Evolution du compte du revenu secondaire.....	39
Annexe 1.18 : Evolution du compte de capital.....	39
Annexe 1.19 : Evolution du compte du compte financier.....	39
Annexe 1.20 : Variation de la position extérieure globale nette.....	40
Annexe 1.21 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2011.....	41
Annexe 1.22 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2011.....	42
Annexe 1.23 : méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA.....	43

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)
(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroisse- ments nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 696 836	1 772 421	-75 585
1.A	Biens et services	1 328 100	1 657 003	-328 903
1.A.a	Biens	1 131 982	1 117 809	14 173
1.A.a.1	Marchandises générales	277 378	1 117 809	-840 431
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	12 469	0	12 469
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	2 437	0	2 437
1.A.a.3	Or non monétaire	852 167	0	852 167
1.A.b	Services	196 118	539 194	-343 076
1.A.b.3	Transport	25 098	227 273	-202 175
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	5 648	198 784	-193 136
1.A.b.4	Voyage	35 401	33 753	1 648
1.A.b.0	Autres services	135 619	278 168	-142 549
1.B	Revenus primaires	46 545	50 263	-3 718
1.B.1	Revenus des salariés	7 758	9 257	-1 499
1.B.2	Revenus des investissements	38 787	41 006	-2 219
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	0
1.C	Revenus secondaires	322 191	65 155	257 036
1.C.1	Administrations publiques	205 657	14 474	191 183
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	180 570		180 570
1.C.2	Autres secteurs	116 534	50 681	65 853
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	96 420	10 553	85 867
2	Compte de capital	91 241	171	91 070
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	226	167	59
2.2	Transfert en capital	91 015	4	91 011
2.2.1	Administrations publiques	73 100	0	73 100
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	17 915	4	17 911
3	Compte financier	1 030 604	1 019 393	11 211
3.1	Investissements directs	48 243	67 787	-19 544
3.2	Investissements de portefeuille	95 138	49 628	45 510
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	924 274	901 978	22 296
3.5	Avoirs de réserves	-37 051	0	-37 051
6	Erreurs et omissions nettes	-757 474	-753 199	-4 274

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 696 836	1 772 421	-75 585
1.A	Biens et services	1 328 100	1 657 003	-328 903
1.A.a	Biens	1 131 982	1 117 809	14 173
1.A.a.1	Marchandises générales	277 378	1 117 809	-840 431
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	12 469	0	12 469
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	2 437	0	2 437
1.A.a.3	Or non monétaire	852 167	0	852 167
1.A.b	Services	196 118	539 194	-343 076
1.A.b.3	Transport	25 098	227 273	-202 175
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	5 648	198 784	-193 136
1.A.b.4	Voyage	35 401	33 753	1 648
1.A.b.0	Autres services	135 619	278 168	-142 549
1.B	Revenus primaires	46 545	50 263	-3 718
1.B.1	Revenus des salariés	7 758	9 257	-1 499
1.B.2	Revenus des investissements	38 787	41 006	-2 219
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	0
1.C	Revenus secondaires	322 191	65 155	257 036
1.C.1	Administrations publiques	205 657	14 474	191 183
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	180 570		180 570
1.C.2	Autres secteurs	116 534	50 681	65 853
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	96 420	10 553	85 867
2	Compte de capital	91 241	171	91 070
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	226	167	59
2.2	Transfert en capital	91 015	4	91 011
2.2.1	Administrations publiques	73 100	0	73 100
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	17 915	4	17 911
3	Compte financier	896 678	929 589	-32 911
3.1	Investissements directs	48 243	67 787	-19 544
3.2	Investissements de portefeuille	-49 642	-39 972	-9 670
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	898 077	901 774	-3 697
3.4.0.3	Administration publique	-2 324	108 800	-111 124
3.4.0.4	Autres secteurs	900 401	792 974	107 427
6	Erreurs et omissions nettes	-757 474	-753 199	-4 274
7	Solde global	133 926	89 804	44 122
8	Avoirs et engagements extérieurs	-133 926	-89 804	-44 122
8.1	Banque centrale	37 051	14 291	22 760
8.2	Autres institutions de dépôts	-170 977	-104 095	-66 882

Source : BCEAO

Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3
(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 696 836	1 772 421	-75 585
1.A	- - Biens et services	1 328 100	1 657 003	-328 903
1.A.a	- - - - Biens	1 131 982	1 117 809	14 173
1.A.a.1	- - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	277 378	1 117 809	-840 431
1.A.a.1.1	- - - - - - Dont : Réexportations	12 469	0	12 469
1.A.a.2	- - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	2 437	0	2 437
1.A.a.2.1	- - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-553	0	-553
1.A.a.2.2	- - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	2 990	0	2 990
1.A.a.3	- - - - - Or non monétaire	852 167	0	852 167
1.A.b	- - - - Services	196 118	539 194	-343 076
1.A.b.1	- - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	91	2 428	-2 337
1.A.b.2	- - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	438	2 947	-2 509
1.A.b.3	- - - - - Transport	25 098	227 273	-202 175
1.A.b.3.0.2	- - - - - - Fret	5 648	198 784	-193 136
1.A.b.4	- - - - - Voyages	35 401	33 753	1 648
1.A.b.5	- - - - - Travaux de construction	29 572	32 573	-3 001
1.A.b.6	- - - - - Services d'assurance et de retraite	1 828	63 696	-61 868
1.A.b.7	- - - - - Services financiers	5 935	6 751	-816
1.A.b.8	- - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	364	134	230
1.A.b.9	- - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	82 054	84 469	-2 415
1.A.b.10	- - - - - Autres services aux entreprises	5 049	79 396	-74 347
1.A.b.11	- - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	- - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	10 288	5 774	4 514
1.B	- - Revenu primaire	46 545	50 263	-3 718
1.B.1	- - - - Rémunération des salariés	7 758	9 257	-1 499
1.B.2	- - - - Revenus des investissements	38 787	41 006	-2 219
1.B.2.1	- - - - - Investissements directs	10 849	28 236	-17 387
1.B.2.1.1	- - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	10 826	24 695	-13 869
1.B.2.1.2	- - - - - - Intérêts	23	3 541	-3 518
1.B.2.2	- - - - - Investissements de portefeuille	11 191	6 610	4 581
1.B.2.2.1	- - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de p	592	522	70
1.B.2.2.2	- - - - - - Intérêts	10 599	6 088	4 511
1.B.2.3	- - - - - Autres investissements	16 747	6 160	10 587
1.B.2.3.1	- - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	- - - - - - Intérêts	16 747	6 160	10 587
1.B.2.4	- - - - - Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	- - - - - - Revenu des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	- - - - - - Intérêts	0	0	0
1.B.3	- - - - Autre revenu primaire	0	0	0
1.C	- - Revenu secondaire	322 191	65 155	257 036
1.C.1	- - - - Administrations publiques	205 657	14 474	191 183
1.C.1.1	- - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	17 745	0	17 745
1.C.1.2	- - - - - Cotisations sociales	0	310	-310
1.C.1.3	- - - - - Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	- - - - - Coopération internationale courante	180 570	14 164	166 406
1.C.1.5	- - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	7 342	0	7 342
1.C.1.5.1	- - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	- - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	116 534	50 681	65 853
1.C.2.1	- - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	96 420	10 553	85 867
1.C.2.1.1	- - - - - - Envois de fonds des travailleurs	96 420	10 553	85 867
1.C.2.2	- - - - - Autres transferts courants	20 114	40 128	-20 014
1.C.2.0.1	- - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.2.0.2	- - - - - - Cotisations sociales	0	0	0
1.C.2.0.3	- - - - - - Prestations sociales	3 146	124	3 022
1.C.2.0.4	- - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0	491	-491
1.C.2.0.5	- - - - - - Indemnités d'assurance dommage	0	0	0
1.C.2.0.6	- - - - - - Coopération internationale courante	8 500	81	8 419
1.C.2.0.7	- - - - - - Transferts courants divers	8 468	39 432	-30 964
1.C.2.0.7.1	- - - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	- - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2.	Compte de capital	91 241	171	91 070
2.1	- - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	226	167	59
2.2	- - Transferts de capital	91 015	4	91 011
2.2.1	- - - - Administration publique	73 100	0	73 100
2.2.1.1	- - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	- - - - - Autres transferts de capital	73 100	0	73 100
2.2.2	- - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	17 915	4	17 911
2.2.2.1	- - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	- - - - - Autres transferts de capital	17 915	4	17 911
4.	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 788 077	1 772 592	15 485

Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 2/3

3. Compte financier		1 030 604	1 019 393	11 211
5. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)		1 030 604	1 019 393	11 211
3.1	- - Investissement direct	48 243	67 787	-19 544
3.1.1	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	51 394	62 415	-11 021
3.1.1.1	- - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	40 847	43 644	-2 797
3.1.1.1.1	- - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	25 611	26 761	-1 150
3.1.1.1.2	- - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement direct)	19 423	7 239	12 184
3.1.1.1.3	- - - - - Entre entreprises soeurs	-4 187	9 644	-13 831
3.1.1.2	- - - - Réinvestissement des bénéficiaires	10 547	18 771	-8 224
3.1.2	- - - - Instruments de dette	-3 151	5 372	-8 523
3.1.2.1	- - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-10 459	1 631	-12 090
3.1.2.2	- - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement direct)	4 139	457	3 682
3.1.2.3	- - - - - Entre entreprises soeurs	3 169	3 284	-115
3.2	- - Investissements de portefeuille	95 138	49 628	45 510
3.2.1	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	-64 010	-1 863	-62 147
3.2.1.1	- - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	- - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	35 911	97 874	-61 963
3.2.1.4	- - - - Autres secteurs	-99 921	-99 737	-184
3.2.1.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-99 921	-99 737	-184
3.2.2	- - - Titres de créance	159 148	51 491	107 657
3.2.2.1	- - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	108 869	-8 274	117 143
3.2.2.2.1	- - - - - À court terme	82 026	0	82 026
3.2.2.2.2	- - - - - À long terme	26 843	-8 274	35 117
3.2.2.3	- - - - Administrations publiques	0	5 752	-5 752
3.2.2.3.1	- - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.3.2	- - - - - À long terme	0	5 752	-5 752
3.2.2.4	- - - - Autres secteurs	50 279	54 013	-3 734
3.2.2.4.0.1	- - - - - À court terme	0	54 013	-54 013
3.2.2.4.0.2	- - - - - À long terme	50 279	0	50 279
3.2.2.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.2.4.1.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.4.1.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	50 279	54 013	-3 734
3.2.2.4.2.1	- - - - - - À court terme	0	54 013	-54 013
3.2.2.4.2.2	- - - - - - À long terme	50 279	0	50 279
3.3	- - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	- - - Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	- - - Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	- - - Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	- - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	- - - - - Options	0	0	0
3.3.0.1.2	- - - - - Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	- - - - Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	- - Autres investissements	924 274	901 978	22 296
3.4.1	- - - Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	- - - Monnaie fiduciaire et dépôts	14 814	14 588	226
3.4.2.1	- - - - Banque centrale	0	-686	686
3.4.2.1.1	- - - - - À court terme	0	-686	686
3.4.2.1.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	12 735	15 274	-2 539
3.4.2.2.0.1	- - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	- - - - - À court terme	12 735	15 274	-2 539
3.4.2.2.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.3	- - - - Administrations publiques	-2 324	0	-2 324
3.4.2.3.1	- - - - - À court terme	-2 324	0	-2 324
3.4.2.3.2	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4	- - - - Autres secteurs	4 403	0	4 403
3.4.2.4.0.1	- - - - - À court terme	3 406	0	3 406
3.4.2.4.0.2	- - - - - À long terme	997	0	997
3.4.2.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	4 403	0	4 403
3.4.2.4.2.1	- - - - - - À court terme	3 406	0	3 406
3.4.2.4.2.2	- - - - - - À long terme	997	0	997

Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 3/3

3.4.3	Prêts	14 081	134 355	-120 274
3.4.3.1	Banque centrale	0	6 987	-6 987
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	9 640	-9 640
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0	-2 653	2 653
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	13 764	-941	14 705
3.4.3.2.1	À court terme	-1 563	-941	-622
3.4.3.2.2	À long terme	15 327	0	15 327
3.4.3.3	Administrations publiques	0	108 800	-108 800
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0	108 800	-108 800
3.4.3.4	Autres secteurs	317	19 509	-19 192
3.4.3.4.0.1	À court terme	317	19 588	-19 271
3.4.3.4.0.2	À long terme	0	-79	79
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.3.4.1.1	À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	317	19 509	-19 192
3.4.3.4.2.1	À court terme	317	19 588	-19 271
3.4.3.4.2.2	À long terme	0	-79	79
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	0
3.4.4.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	Autres secteurs	0	0	0
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	437 435	679 568	-242 133
3.4.5.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	À long terme	0	0	0
3.4.5.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	À long terme	0	0	0
3.4.5.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	À long terme	0	0	0
3.4.5.4	Autres secteurs	437 435	679 568	-242 133
3.4.5.4.0.1	À court terme	437 435	679 357	-241 922
3.4.5.4.0.2	À long terme	0	211	-211
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	437 435	679 357	-241 922
3.4.5.4.2.1	À court terme	437 435	679 357	-241 922
3.4.5.4.2.2	À long terme	0	0	0
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	457 944	72 451	385 493
3.4.6.1	Banque centrale	0	-21 608	21 608
3.4.6.1.1	À court terme	0	-21 608	21 608
3.4.6.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	À long terme	0	0	0
3.4.6.2	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-302	162	-464
3.4.6.2.1	À court terme	-302	162	-464
3.4.6.2.2	À long terme	0	0	0
3.4.6.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	À long terme	0	0	0
3.4.6.4	Autres secteurs	458 246	93 897	364 349
3.4.6.4.0.1	À court terme	458 246	95 194	363 052
3.4.6.4.0.2	À long terme	0	-1 297	1 297
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	18 577	3 250	15 327
3.4.6.4.1.1	À court terme	18 577	3 250	15 327
3.4.6.4.1.2	À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	439 669	90 647	349 022
3.4.6.4.2.1	À court terme	439 669	91 944	347 725
3.4.6.4.2.2	À long terme	0	-1 297	1 297
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0	1 015	-1 015
3.5	Avoirs de réserve	-37 051	0	-37 051
3.5.1	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	831	0	831
3.5.3	Position de réserve au FMI	2 625	0	2 625
3.5.4	Autres avoirs de réserve	-40 508	0	-40 508
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	-40 508	0	-40 508
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	-1 683	0	-1 683
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	-38 825	0	-38 825
3.5.4.2	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	Autres créances	0	0	0
6. Erreurs et omissions nettes		-757 474	-753 199	-4 274

Annexe 1.4 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions
(En millions de FCFA)

	Poste	2007	2008	2009	2010	2011
1	Compte des transactions courantes	-268 387	-431 296	-179 449	-89 867	-75 585
1.A	Biens et services	-460 529	-612 934	-419 677	-330 659	-328 903
1.A.a	Biens	-287 403	-397 822	-227 055	-65 584	14 173
1.A.a.1	Marchandises générales	-302 654	-470 731	-406 895	-580 587	-840 431
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>				0	12 469
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	-852	2 702	0	3 047	2 437
1.A.a.3	Or non monétaire	16 103	70 207	179 840	511 956	852 167
1.A.b	Services	-173 126	-215 112	-192 622	-265 075	-343 076
1.A.b.3	Transport	-120 923	-139 622	-126 026	-156 079	-202 175
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-103 035	-125 507	-115 534	-147 985	-193 136
1.A.b.4	Voyage	-881	-156	1 119	1 685	1 648
1.A.b.0	Autres services	-51 322	-75 334	-67 715	-110 681	-142 549
1.B	Revenus primaires	-1 124	-1 640	-2 592	-3 206	-3 718
1.B.1	Revenus des salariés	-3 758	-580	-2 169	-1 375	-1 499
1.B.2	Revenus des investissements	2 634	-1 060	-423	-1 831	-2 219
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	0	0	0
1.C	Revenus secondaires	193 266	183 278	242 820	243 998	257 036
1.C.1	Administrations publiques	138 255	126 259	180 312	179 745	191 183
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires reçues</i>	95 627	88 233	146 504	147 812	180 570
1.C.2	Autres secteurs	55 011	57 019	62 508	64 253	65 853
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs reçus</i>	36 610	38 063	39 666	52 369	96 420
2	Compte de capital	140 172	85 471	132 904	98 895	91 070
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	-16	-421	-5	22	59
2.2	Transfert en capital	140 188	85 892	132 909	98 873	91 011
2.2.1	Administrations publiques	114 673	58 686	86 970	51 174	73 100
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	25 515	27 206	45 939	47 699	17 911
3	Compte financier	-314 694	-309 940	-262 581	-75 453	-32 911
3.1	Investissements directs	-161 480	-46 500	-33 562	-18 895	-19 544
3.2	Investissements de portefeuille	-3 613	-4 077	-7 607	-15 845	-9 670
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-149 601	-259 363	-221 412	-40 713	-3 697
3.4.0.3	Administration publique	-93 771	-101 545	-110 741	-150 946	-111 124
3.4.0.4	Autres secteurs	-55 830	-157 818	-110 671	110 233	107 427
6	Erreurs et omissions nettes	1 602	2 473	8 652	1 512	-4 274
7	Solde global	188 081	-33 412	224 688	85 993	44 122
8	Avoirs et engagements extérieurs	-188 081	33 412	-224 688	-85 993	-44 122
8.1	Banque centrale	-134 194	39 254	-104 565	80 244	22 760
8.2	Autres institutions de dépôts	-53 887	-5 842	-120 123	-166 237	-66 882

Source : BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Biens et services	-460 529	-612 934	-419 677	-330 853	-328 903
Biens	-287 403	-397 822	-227 055	-65 778	14 173
Services	-173 126	-215 112	-192 622	-265 075	-343 076
Revenus primaires	-1 124	-1 640	-2 592	-3 206	-3 718
Revenus secondaires	193 266	183 278	242 820	243 998	257 036
Solde du compte courant	-268 387	-431 296	-179 449	-90 061	-75 585
Solde du compte courant (hors dons)					
PIB Nominal	3 237 842	3 739 492	3 941 885	4 453 867	4 793 333
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-8,3	-11,5	-4,6	-2,0	-1,6

Source : BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Exportations de biens et services	354 931	440 577	497 221	935 625	1 328 100
Importations de biens et services	815 460	1 053 511	916 898	1 266 284	1 657 003
Balance commerciale de biens et services	-460 529	-612 934	-419 677	-330 659	-328 903
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	43,5	41,8	54,2	73,9	80,2
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	36,1	40,0	35,9	49,4	62,3

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Exportations de biens	313 811	384 049	425 047	787 974	1 131 982
Importations de biens	601 214	781 871	652 102	853 558	1 117 809
Balance commerciale de biens	-287 403	-397 822	-227 055	-65 584	14 173
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	52,2	49,1	65,2	92,3	101,3
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	28,3	31,2	27,3	36,9	46,9

Source : BCEAO

Annexe 1.8 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Marchandises générales	298 560	311 140	245 207	272 971	277 378
<i>Dont réexportations</i>					
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	-852	2 702	0	2 852	2 437
Or non monétaire	16 103	70 207	179 840	511 956	852 167
Total exportations de biens	313 811	384 049	425 047	787 779	1 131 982

Source : BCEAO

Annexe 1.9 : Exportations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Or non monétaire	4 615	55 646	190 323	438 729	852 167
Coton en masse	144 633	87 902	117 325	110 320	125 642
Graines de sésame	26 676	18 420	28 379	35 034	42 117
Fruits et légumes	4 546	5 631	5 466	11 128	35 584
Amande de karité	13 500	16 800	17 700	19 850	22 105
Total exportations de biens	259 472	265 605	462 441	674 081	1 142 982

Source : INSD

Annexe 1.10 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2007	2008	2009	2010	2011
EUROPE	138 985	134 368	253 366	470 859	860 520
UNION EUROPEENNE	77 761	47 430	84 136	63 638	89 540
ZONE EURO					
France	34 406	22 266	48 997	18 300	30 457
Allemagne	3 620	847	3 721	1 946	1 944
Italie	3 787	1 838	7 558	1 349	2 214
Royaume-Uni	13 237	8 600	13 086	19 957	10 181
AUTRES PAYS D'EUROPE					
Suisse	60 904	86 795	169 182	406 645	762 113
AFRIQUE	98 902	96 385	120 725	155 578	204 494
UEMOA	46 337	52 774	66 874	55 430	62 247
Bénin	1 072	9 793	6 204	4 425	3 959
Côte d'Ivoire	11 236	13 510	13 552	12 190	14 349
Guinée-Bissau	2	5	1	6	172
Mali	12 807	14 566	31 809	20 031	24 045
Niger	8 073	10 953	12 970	13 777	9 727
Sénégal	930	2 425	1 287	1 614	2 409
Togo	12 218	1 522	1 050	3 387	7 587
CEDEAO (hors UEMOA)	39 814	30 251	36 783	21 108	25 738
Nigeria	275	1 554	1 719	680	403
Ghana	20 564	10 131	12 601	17 900	23 502
Afrique du Sud	18 973	18 541	22 253	2 018	1 406
AMERIQUE	1 128	6 885	24 721	5 891	7 052
USA	564	6 635	19 318	1 968	4 141
Canada	304	160	4 708	3 779	2 804
ASIE	20 449	27 300	63 388	41 753	70 099
Singapour	16 028	23 790	24 455	31 218	53 977
Chine	632	558	19 848	1 771	2 172
Japon	893	625	6 729	467	1 140
Inde	2 005	540	1 921	696	4 410
Autres pays	8	668	241	1	817
TOTAL	259 472	265 605	462 441	674 081	1 142 982

Source : INSD

Annexe 1.11 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Marchandises générales	601 214	781 871	652 102	853 558	1 117 809
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	601 214	781 871	652 102	853 558	1 117 809
Importations de biens / PIB	18,6	20,9	16,5	19,2	23,3

Source : BCEAO

Annexe 1.12 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Produits alimentaires	121 542	147 881	151 452	159 105	193 134
Autres biens de consommation courante	95 188	114 128	120 534	129 318	156 302
Produits énergétiques	198 357	245 586	251 428	253 230	324 024
Matières premières et biens intermédiaires	158 873	217 600	204 029	243 413	244 292
Biens d'équipement	239 707	264 754	318 606	335 784	378 735
Total importations de biens CAF	813 667	989 949	1 046 049	1 120 850	1 296 487
Total importations de biens FOB	585 144	711 714	652 771	854 232	1 117 809

Source : INSD

Annexe 1.13 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2011 à partir des statistiques officielles

(En millions de FCFA)

	Importateurs								
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Bénin		16 357,1	8 500,3	27,6	102 524,6	5 441,3	106,1	3 916,0	136 873,0
Burkina	4 288,4		15 044,5	184,4	24 181,2	10 527,2	2 408,8	3 471,7	60 106,2
Côte d'Ivoire	64 509,9	201 516,0		359,7	113 463,8	22 450,3	92 274,1	85 656,1	580 229,8
Guinée-Bissau			615,2				436,2	0,0	1 051,4
Mali	8 131,8	40 920,5	41 879,1			2 268,5	38 449,8	3 230,4	134 880,1
Niger	2 013,3	2 481,9	3 373,0	0,0				633,0	8 501,2
Sénégal	10 397,6	21 957,7	36 230,2	30 644,4	317 130,1	6 044,6		9 801,9	432 206,5
Togo	116 231,0	58 926,2	24 808,1	53,9	12 544,7	46 996,0	3 968,3		263 528,2
UEMOA	205 572,0	342 159,4	130 450,4	31 270,0	569 844,4	93 727,9	137 643,3	106 709,1	1 617 376,4

Annexe 1.14 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2007	2008	2009	2010	2011
EUROPE	267 418	303 881	302 315	340 586	475 137
UNION EUROPEENNE	234 042	273 859	280 730	292 053	421 341
France	117 103	123 466	105 795	103 132	146 521
Allemagne	20 352	19 326	30 827	38 770	53 800
Italie	14 152	15 774	9 723	10 698	16 120
Pays-Bas	20 672	29 686	40 830	41 563	56 004
Belgique	19 791	22 851	27 737	21 812	23 088
Royaume-Uni	8 559	24 807	16 281	34 462	55 292
AUTRES PAYS D'EUROPE	36 503	30 021	21 586	48 533	53 796
Suisse	1 871	1 272	4 496	3 435	2 280
AFRIQUE	277 145	390 615	431 235	463 798	392 961
UEMOA	201 111	280 538	337 147	359 149	245 086
Bénin	5 374	5 873	6 449	4 675	17 075
Côte d'Ivoire	157 251	212 947	247 083	247 636	135 298
Guinée-Bissau	0	0	27	0	0
Mali	1 112	9 539	17 245	20 676	24 244
Niger	632	1 934	1 347	5 002	2 430
Sénégal	7 933	6 267	12 555	25 877	20 819
Togo	28 808	43 978	52 441	55 285	45 220
CEDEAO (hors UEMOA)	33 902	61 141	40 043	43 140	87 207
Nigeria	5 015	15 768	12 717	15 355	55 029
Ghana	27 981	43 016	25 319	26 990	31 918
Afrique du Sud	3	72	10	571	140
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	42 131	48 937	54 045	61 510	60 669
AMERIQUE	68 896	88 429	85 634	87 567	113 586
USA	49 527	59 635	57 021	43 526	63 363
Canada	5 390	6 246	5 285	22 822	16 294
ASIE	196 500	197 449	221 038	224 960	299 680
Chine	66 726	70 857	84 732	89 469	117 430
Japon	21 097	21 993	31 266	30 525	41 578
Inde	51 518	40 538	38 069	27 245	44 366
Pakistan	8 473	1 705	5 254	7 159	8 435
Emirats arabes unis	3 320	3 158	2 987	3 071	2 349
Thaïlande	7 167	16 860	14 130	9 348	19 773
Autres pays	3 709	9 574	5 827	3 938	15 123
TOTAL	813 667	989 949	1 046 049	1 120 850	1 296 487

Source : INSD

Annexe 1.15 : Evolution de la balance des services*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Transport	-120 923	-139 622	-126 026	-156 079	-202 175
<i>Dont fret</i>	-103 035	-125 507	-115 534	-147 985	-193 136
Voyage	-881	-156	1 119	1 685	1 648
Autres services	-51 322	-75 334	-67 715	-110 681	-142 549
Total services nets	-173 126	-215 112	-192 622	-265 075	-343 076

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte du revenu primaire*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Rémunérations des salariés	-3 758	-580	-2 169	-1 375	-1 499
Revenus des investissements	2 634	-1 060	-423	-1 831	-2 219
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-6 695	-8 362	-8 749	-10 203	-12 388
Autres revenus primaires	0	0	0	0	0
Revenu primaire net	-1 124	-1 640	-2 592	-3 206	-3 718

Source : BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte du revenu secondaire*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Administration publique	138 255	126 259	180 312	179 745	191 183
<i>Dont aide budgétaire reçue</i>	95 627	88 233	146 504	147 812	180 570
Autres secteurs	55 011	57 019	62 508	64 253	65 853
<i>Dont envois de fonds des travailleurs reçus</i>	36 610	38 063	39 666	52 369	96 420
Revenu secondaire net	193 266	183 278	242 820	243 998	257 036

Source : BCEAO

Annexe 1.18 : Evolution du compte de capital*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers	-16	-421	-5	22	59
Transferts de capital	140 188	85 892	132 909	98 873	91 011
Administration publique	114 673	58 686	86 970	51 174	73 100
<i>Dont remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
Autres secteurs	25 515	27 206	45 939	47 699	17 911
Solde du compte de capital	140 172	85 471	132 904	98 895	91 070

Source : BCEAO

Annexe 1.19 : Evolution du compte du compte financier²*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Investissements directs	-161 480	-46 500	-33 562	-18 895	-19 544
Investissements de portefeuille	-3 613	-4 077	-7 607	-15 845	-9 670
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-149 601	-259 363	-221 412	-40 713	-3 697
Solde du compte du compte financier	-314 694	-309 940	-262 581	-75 453	-32 911

Source : BCEAO

2 Les données analysées dans ce tableau proviennent de la balance des paiements optique BCEAO.

Annexe 1.20 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	2 441 110	14 027	3 475 194
1	Investissements directs	114 073	34	151 803
2	Investissements de portefeuille	1 089 088	11 298	1 195 524
3	Dérivés financiers	2 450	0	2 450
4	Autres investissements	709 980	2 695	1 636 949
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	137 208	-2 659	149 363
4.3	Prêts	117 334	0	131 415
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	0	0
4.5	Crédits commerciaux	165 387	3 648	606 470
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	290 051	1 706	749 701
5	Avoirs de réserves	525 519	0	488 468
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	36 643	0	37 474
5.3	Position de réserve au FMI	6 538	0	9 163
5.4	Autres avoirs de réserve	482 339	0	441 831
B	Stocks de passifs financiers	2 738 332	-5 550	3 733 193
1	Investissements directs	241 820	228	291 064
2	Investissements de portefeuille	770 372	0	820 000
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	1 726 140	-5 778	2 622 129
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	77 926	0	92 514
4.3	Prêts	1 204 166	0	1 338 521
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	0	0
4.5	Crédits commerciaux	119 979	-11 548	787 788
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	280 266	5 770	358 487
4.7	Droits de tirage spéciaux	43 804	0	44 819
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-297 222	19 577	-257 999

Source : BCEAO

Annexe 1.21 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2011
(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	488 468	838 378	4 071	2 144 277	46 035	2 098 242	3 475 194
1	Investissements directs				151 803		151 803	151 803
2	Investissements de portefeuille		571 914		623 610	0	623 610	1 195 524
3	Dérivés financiers		2 450		0	0	0	2 450
4	Autres investissements		264 014	4 071	1 368 864	46 035	1 322 829	1 636 949
5	Avoirs de réserves	488 468	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	488 468
5.1	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	37 474	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	37 474
5.3	Position de réserve au FMI	9 163	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	9 163
5.4	Autres avoils de réserve	441 831	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	441 831
	Stocks de passifs financiers	213 131	539 142	1 283 877	1 697 043	9 728	1 687 315	3 733 193
1	Investissements directs				291 064		291 064	291 064
2	Investissements de portefeuille		428 895	57 002	334 103	0	334 103	820 000
3	Dérivés financiers		0		0	0	0	0
4	Autres investissements	213 131	110 247	1 226 875	1 071 876	9 728	1 062 148	2 622 129
								0
	Position extérieure globale nette	275 337	299 236	-1 279 806	447 234	36 307	410 927	-257 999

n.a. (non applicable) : aucune donnée dans cette cellule.

Source : BCEAO

Annexe 1.22 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2011

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	878 556	7 467	2 589 171	3 475 194
1	Investissements directs	59 484	459	91 860	151 803
2	Investissements de portefeuille	784 586	2 000	408 938	1 195 524
3	Dérivés financiers	2 450	0	0	2 450
4	Autres investissements	227 273	5 008	1 404 668	1 636 949
5	Avoirs de réserves	-195 237		683 705	488 468
5.1	Or monétaire	0		0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0		37 474	37 474
5.3	Position de réserve au FMI	0		9 163	9 163
5.4	Autres avoirs de réserve	-195 237		637 068	441 831
	Stocks de passifs financiers	696 716	31 844	3 004 633	3 733 193
1	Investissements directs	64 459	12 050	214 555	291 064
2	Investissements de portefeuille	394 640	1 496	423 864	820 000
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	237 617	18 298	2 366 214	2 622 129
	Position extérieure globale nette	181 840	-24 377	-415 462	-257 999

Annexe 1.23 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des Statuts de la BCEAO. A cet égard, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, qu'elle révisé régulièrement pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

L'élaboration des comptes extérieurs s'appuyait sur un cadre de collecte de données mis en place depuis 1996, suivant la méthodologie du MBP5. Le dispositif de l'Union est basé sur des enquêtes annuelles, complétées par des sources hors enquêtes, dont les résultats sont compilés dans une application informatique dédiée au calcul de la balance des paiements.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008, par le FMI, les Autorités de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont exprimé leur volonté d'engager des actions en vue de l'adoption de cette méthodologie. A cet égard, une note d'orientation a été élaborée et soumise à leur attention en octobre 2010. Cette note décrit notamment les principaux changements à apporter au dispositif régional, assorti d'un chronogramme de travail étalé sur la période 2011 et 2012.

1. RAPPEL DES MOTIVATIONS DE LA REFONTE DU DISPOSITIF SOUS REGIONAL

La refonte du dispositif sous-régional de l'UEMOA est principalement motivée par l'entrée en vigueur de la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'introduction vise :

- à prendre en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'oeuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux ;
- au renforcement de l'intégration avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur du MBP5 (SCN2008, MSFM2008, dette extérieure, IDE, dérivés financier, etc.).

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du cadre de collecte et d'analyse des données, en vue notamment de :

- adapter et renforcer le cadre d'analyse de la ventilation géographique et sectorielle des données ;
- améliorer le cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, en vue d'assurer une meilleure cohérence entre les flux de balance des paiements et les variations de la Position Extérieure Globale ;
- améliorer le champ de couverture des enquêtes pour les balance des paiements nationales et la balance des paiements régionale.

2. DEROULEMENT DES TRAVAUX ET PRINCIPAUX CHANGEMENTS OPERES

2.1 Déroulement des travaux

Les travaux se sont étalés sur la période 2011-2012 selon une approche participative, avec l'implication en amont des Directions Nationales et des Directions des Services Centraux de la Banque, ainsi que

l'appui d'une équipe d'assistance technique du FMI. A cet effet, un Groupe de Travail comprenant toutes les structures internes de la Banque Centrale, impliquées dans les travaux de confection de la balance des paiements a été créé. En outre, les Autorités de la Banque ont sollicité et obtenu du FMI, une mission d'assistance Technique pour accompagner la BCEAO dans le passage à la sixième édition du Manuel du FMI.

Tout au long du processus, les documents produits par le Service de la Balance des Paiements, qui a assuré le Secrétariat du Groupe Technique, ont été soumis aux différentes parties prenantes, pour prendre en compte leurs observations au fur et à mesure de leur production.

Pour la validation finale du nouveau dispositif, un séminaire regroupant la mission d'assistance technique du FMI et les agents de la BCEAO a été organisé du 16 avril au 3 mai 2012 au Siège de la BCEAO à Dakar.

2.2 Principaux changements opérés

Les principaux changements ci-après ont été opérés en prenant en compte les innovations apportées par le MBP6 et le souci d'amélioration de la qualité des données :

- la prise en compte des précisions et clarifications apportées par le MBP6 ;
- la prise en compte des nouvelles composantes types de la balance des paiements et de la position extérieure dans la définition des rubriques des questionnaires, ainsi que des sources et des méthodes d'estimation des données ;
- la révision du cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, par la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux » ;
- la présentation des rubriques du compte financier en termes de variations nettes d'actifs et de passifs, en lieu et place des flux bruts créditeurs et débiteurs ;
- la révision de la ventilation géographique des données, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA ;
- l'adoption d'une ventilation sectorielle plus détaillée, en vue d'assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité ;
- l'élargissement du champ des entités enquêtées, pour intégrer certaines institutions régionales telles que la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), la Cours de Justice de la CEDEAO, etc ;
- l'introduction de questionnaires dédiés à la collecte de données sur les transactions des institutions de l'UEMOA avec les non-résidents de l'Union, pour des fins de compilation de la balance des paiements régionale de l'UEMOA.

3. DESCRIPTION DU NOUVEAU DISPOSITIF

3.1. Nouveau champ des entités enquêtées

Au total, 90 supports de collecte ont été retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien dispositif, répartis compte suit :

- des questionnaires destinés aux enquêtes nationales de la balance des paiements, au nombre de 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations ;
- des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres, dont le nombre passe ainsi de 11 précédemment à 23 dans le

nouveau dispositif ;

- et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, au nombre de neuf (9).

3.2. Caractéristiques générales des supports de collecte

Les supports de collecte présentent les caractéristiques ci-après :

- une page de garde, comportant notamment l'identifiant de l'agent économique enquêté, la raison sociale, l'activité principale, l'adresse et les dispositions du Règlement N°09/2010/RC/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union, régissant la collecte et le traitement des données sur les échanges extérieurs ;
- des rubriques destinées au recueil des données du compte courant, du compte de capital et du compte financier :
 - ◆ une codification des rubriques des supports de collecte suivant la norme SDMX³, conforme à celle retenue dans la présentation des composantes du MBP6 ;
 - ◆ une ventilation des données selon trois zones géographiques, à savoir, l'UEMOA, la Zone euro et les Autres pays. La Zone euro remplace la France, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA, depuis la création de l'euro en 1999 ;
 - ◆ les rubriques des comptes de transactions courantes et de capital sont présentées en termes de flux bruts créditeurs et débiteurs comme dans l'ancien dispositif ;
 - ◆ les rubriques d'actifs et passifs financiers continuent d'être collectées sous forme de stocks. La nouveauté concerne le recueil simultané des positions d'ouverture et de fermeture, accompagnées des « Autres flux » enregistrés au cours de la période.

Une notice technique à l'intention des déclarants, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, ainsi qu'un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6, sont joints aux questionnaires pour aider à la compréhension des rubriques.

Pour toutes les entreprises financières et non financières, le questionnaire de la balance des paiements est accompagné d'un formulaire complémentaire, destiné au recueil des données sur investissements directs étrangers ventilés en « fonds propres » et « instruments de dette », par pays partenaire et par secteur bénéficiaire. Cet outil permet :

- d'assurer une analyse plus complète des IDE ;
- de procéder à la réconciliation des données sur les investissements directs étrangers intra-UEMOA ;
- de répondre à l'Enquête Coordonnées sur les Investissements Directs Etrangers (ECID) du FMI, à laquelle les pays de l'UEMOA ont adhéré à compter de 2011.

3.3. Sources de données et méthodologies d'estimation des rubriques

Comme indiqué précédemment, en plus des renseignements recueillis à travers les enquêtes, des données hors enquêtes sont également collectées pour améliorer la couverture statistiques.

Les sources de données et la liste des méthodologies d'estimation ont été actualisées, pour tenir compte des modifications et précisions apportées sur les concepts de base, ainsi que les introductions

³ Statistical Data and Metadata Exchange - Normes ouvertes communes pour l'échange et le partage de données et de métadonnées

de nouvelles rubriques et les reclassification de certaines transactions.

Un guide méthodologique, décrivant le nouveau dispositif d'élaboration de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA, selon la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, a été élaboré.

Ce document est publié sur le site internet de la BCEAO à l'adresse <http://www.bceao.int/Guide-methodologique-pour-1.html>. Il expose, en plus du nouveau champ de collecte de données et des questionnaires, une description des sources de données et des notes méthodologiques pour l'estimation des rubriques.

3.4. Application informatique

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, par la Direction des Systèmes d'Information, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

Elle est accessible sur le réseau intranet de la BCEAO, avec un compte pour chaque pays membre et pour le Siège, qui élabore la balance régionale.

A côté de cet outil, des applicatifs ont été développés au niveau de la Direction de la Recherche et de la Statistique, pour le dépouillement des données recueillies à l'aide des formulaires complémentaires sur les IDE.

Tableau : Evolution de la structure du tableau de la balance des paiements

Manuel 5 du FMI			Manuel 6 du FMI		
1. Balance des transactions courantes	Crédit	Débit	1. Balance des transactions courantes	Crédit	Débit
1.1 Balance commerciale			1.1 Biens		
1.1.1 <i>Exportations</i>			1.1.1 <i>Marchandises générales</i>		
1.1.2 <i>Importations</i>			1.1.2 <i>Exportations nettes dans le cadre du négoce</i>		
1.2 Balance des services			1.1.3 <i>Or non monétaire</i>		
1.3 Balance des revenus			1.2 Services		
1.4 Transactions sans contrepartie			1.3 Revenus primaires		
			1.4 Revenus secondaires		
2. Compte de capital et opérations financières	Crédit	Débit	2. Compte de capital	Crédit	Débit
2.1 Compte de capital					
2.2 Opérations financières			3. Compte financier	Acquisition nette d'actifs financiers	Accroissement net des passifs
Erreurs et omissions			Erreurs et omissions		
Solde global			Solde global		



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int